12th ANAPRI STAKEHOLDERS CONFERENCE

RAPPORT

PILOTER LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AFRICAINS : INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES, POLITIQUES RÉSILIENTES ET PARTENARIATS MONDIAUX

Du 3 au 6 novembre 2025

Ubumwe Grande, Kigali, Rwanda

Animé par

Le Réseau de recherche sur les politiques économiques (EPRN), Rwanda

Message du Président du Conseil d'Administration de l'ANAPRI

Au nom du Conseil d'administration du Réseau Africain des Instituts de Recherche sur les Politiques Agricoles (ANAPRI), j'adresse mes sincères remerciements à tous les participants, partenaires et collègues qui ont contribué au succès de la 12e conférence annuelle des parties prenantes de l'ANAPRI, qui s'est tenue à Kigali, au Rwanda, sur le thème « Piloter la transformation des systèmes alimentaires africains : investissements stratégiques, politiques résilientes et partenariats mondiaux ».

La conférence s'est tenue à un moment charnière pour les systèmes alimentaires africains. Tout au long des sessions, nous avons examiné en toute franchise les bouleversements mondiaux auxquels le continent est confronté de la volatilité climatique aux chocs géopolitiques en passant par le resserrement du financement du développement tout en reconnaissant les importantes opportunités de repositionner l'agriculture africaine comme un moteur de croissance inclusive, de résilience et de compétitivité. Les discussions ont réaffirmé que la réponse de l'Afrique doit reposer sur des données probantes, une cohérence politique et une action coordonnée aux niveaux national, régional et continental.

Le Conseil a été particulièrement encouragé par l'importance accordée à la mise en œuvre concrète des analyses. Les expériences nationales et les sessions techniques ont démontré comment une recherche rigoureuse en matière de politiques publiques lorsqu'elle est intégrée à des partenariats avec les gouvernements et le secteur privé peut façonner des réformes fondamentales, orienter les priorités d'investissement et renforcer la redevabilité. L'accent mis par la Conférence sur les partenariats et les coalitions a également été déterminant et a souligné le rôle croissant d'ANAPRI en tant que plateforme de coordination continentale reliant la recherche, les politiques publiques et leur mise en œuvre.

Je tiens à féliciter le Secrétariat de l'ANAPRI et notre institution hôte, le Réseau de recherche sur les politiques économiques (EPRN), pour leur leadership exemplaire dans l'organisation de cette conférence, et je remercie nos partenaires pour leur confiance et leur soutien constants. En tant que Conseil d'administration, nous restons pleinement engagés à soutenir la mission de l'ANAPRI, qui vise à renforcer les systèmes de données probantes en Afrique et à garantir que les enseignements tirés de cette conférence se traduisent par un impact concret et durable.

Dr Damas Philip
Président du Conseil d'Administration de l'ANAPRI

Message du Directeur Exécutif du Secrétariat de l'ANAPRI

La 12e conférence annuelle des parties prenantes de l'ANAPRI a offert un espace opportun et constructif de réflexion sur la manière dont l'Afrique peut accélérer la transformation de ses systèmes alimentaires dans un contexte mondial de plus en plus complexe et incertain. Placée sous le thème « Piloter la transformation des systèmes alimentaires africains : investissements stratégiques, politiques résilientes et partenariats mondiaux », la Conférence a réuni des décideurs politiques, des chercheurs, des dirigeants du secteur privé et des partenaires au développement afin de promouvoir une prise de décision fondée sur des données probantes et une mise en œuvre coordonnée.

Tout au long de la conférence, les discussions ont souligné un message central : la transformation ne saurait se réaliser par des interventions fragmentées ou ponctuelles. Elle exige au contraire une priorisation stratégique, des politiques prévisibles et des cadres d'investissement à long terme qui alignent les objectifs publics sur les incitations privées. Les sessions consacrées à l'analyse des chaînes de valeur, à l'adaptation au changement climatique, à la pensée systémique et à la prospective ont illustré comment des outils analytiques avancés tels que le cadre PPVC, atlas d'adaptation au changement climatique et les modèles d'optimisation des politiques éclairent déjà les réformes politiques et les choix d'investissement dans de nombreux pays.

Les discussions sur les partenariats ont également été cruciales. Dans un contexte de ressources limitées, la conférence a souligné l'importance de passer de projets isolés à des plateformes et coalitions de mise en œuvre co-créées. La formalisation de nouveaux partenariats lors de la conférence a témoigné d'une volonté commune d'approfondir la collaboration et d'amplifier l'impact dans les années à venir.

J'adresse mes sincères remerciements au Conseil d'administration d'ANAPRI pour ses précieux conseils, à EPRN pour son accueil chaleureux et professionnel, et à nos partenaires pour leur engagement constant. Notre défi est désormais de veiller à ce que les enseignements et les engagements tirés de cette conférence se traduisent par une influence durable sur les politiques publiques, des institutions renforcées et des résultats concrets pour les agriculteurs, les consommateurs et les économies africaines.

Dr Antoni Chapoto
Directeur Exécutif, du Secrétariat de l'ANAPRI

Message du Directeur Exécutif de l'Etablissement d'Accueil

Le Réseau de recherche sur les politiques économiques (EPRN) a eu le privilège d'accueillir à Kigali la 12e conférence annuelle des parties prenantes de l'ANAPRI. Réunissant les principaux instituts de recherche en politiques publiques d'Afrique, des représentants gouvernementaux et des partenaires au développement, la Conférence a souligné l'importance de la collaboration régionale et du partage des connaissances pour faire progresser la transformation des systèmes alimentaires sur le continent.

Les discussions ont fait écho à l'expérience de développement du Rwanda, où l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, les investissements stratégiques et la coordination institutionnelle ont joué un rôle central dans la transformation agricole. Les sessions consacrées à la cohérence des politiques, à l'analyse climatique et à la réforme des chaînes de valeur ont mis en lumière des pistes concrètes pour que la recherche éclaire la mise en œuvre, renforce les systèmes de marché et améliore la résilience des petits exploitants et des entreprises agroalimentaires.

L'organisation de cette conférence a également souligné l'importance des réseaux de recherche africains, tels qu'ANAPRI, pour définir les priorités continentales et garantir que les débats politiques restent ancrés dans les réalités locales et fondés sur une analyse rigoureuse. Les partenariats officialisés lors de la conférence et les engagements pris par les participants constituent un socle solide pour une collaboration plus étroite à venir.

Au nom d'EPRN, je remercie l'ANAPRI de nous avoir confié l'organisation de cette importante rencontre et j'exprime notre gratitude à tous les participants et partenaires qui ont contribué à son succès. Nous sommes convaincus que les relations renforcées et les idées issues de Kigali continueront d'éclairer des politiques efficaces à travers l'Afrique.

Seth Kwizera
Directeur Exécutif du Réseau de Recherche sur les Politiques Economiques (EPRN), Rwanda

Table des matières

Message du Président du Conseil d'Administration de l'ANAPRI ii

Message du Directeur Exécutif du Secrétariat de l'ANAPRI iii

Message du Directeur Exécutif de l'Etablissement d'Accueil iv

Liste des tableaux vii

Liste d'Acronymes viii

1. Introduction 1

1.1. Contexte 1

1.2. Aperçu de la 12e conférence annuelle des parties prenantes d'ANAPRI 1

1.3. Structure du rapport 2

2. Harmonisation des cadres continentaux, régionaux et nationaux pour la transformation agricole 3

2.1. Séances préparatoires 3

2.2. Contexte politique continental 7

2.3. Messages clés à retenir 9

2.3.1. Que faut-il faire différemment en vertu de la Déclaration de Kampala ? 9

2.3.2. Principaux enseignements pour les groupes de réflexion et rôle d'ANAPRI dans la promotion du CAADP 3.0 10

2.4. Actions prioritaires clés pour faire progresser les systèmes agroalimentaires africains 11

2.4.1. Actions prioritaires pour les principaux partenaires et les différentes parties prenantes 11

2.4.2. Points d'action pour l'ANAPRI 13

3. Transformation inclusive des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique : un passage d'approches transactionnelles à des approches transformatrices 18

3.1. Contexte de la session 18

3.2. Objectifs de la session 18

3.3. Principaux contributeurs et participants 18

3.4. Contexte de la session 19

3.5. Actions prioritaires clés pour promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des politiques 20

3.5.1. Matrice d'action pour l'ISSER dans la chaîne de valeur du riz au Ghana 20

3.5.2. Matrice d'action pour l'IAPRI dans les chaînes de valeur du soja et du bœuf en Zambie 21

3.5.3. Actions prioritaires pour l'ANAPRI 23

4. Application des analyses climatiques avancées à la planification des politiques et des investissements : enseignements tirés de l'Atlas d'adaptation de l'agriculture africaine 24

4.1. Contexte de la session 24

4.1.1. Objectifs de la session 25

4.1.2. Principaux contributeurs et participants 25

4.2. Contexte de la session 25

4.3. Applications de test utilisateur de l'Atlas africain de l'adaptation 27

4.4. Influence politique, diffusion auprès des utilisateurs et mise à l'échelle continentale 29

4.4.1. Influence politique : Intégrer l'analyse climatique dans la prise de décision aux niveaux national et infranational 29

4.4.2. Diffusion : élargir l'accès et bâtir une communauté d'utilisateurs diversifiée 29

4.4.3. Étendre l'ATLAS : vers un écosystème continental d'aide à la décision pour une agriculture résiliente au climat 30

5. Perspectives agricoles de l'Afrique : une approche systémique et prospective 30

5.1. Contexte de la session 30

5.1.1. Objectifs de la session 31

5.1.2. Principaux contributeurs et participants 31

5.2. Contexte de la session 32

5.3. Principaux défis, opportunités et facteurs qui façonnent les perspectives agricoles de l'Afrique 32

5.4. Points d'action pour la pensée systémique et la prospective 33

6. Les partenariats comme catalyseurs du programme de politique et de recherche agricoles de l'Afrique 35

6.1. Contexte de la session 35

6.2. Objectifs de la session 36

6.3. Principaux contributeurs et participants 36

6.4. Résultats de la session 37

ANNEXE 1: Programme de la conférence 40

ANNEXE 2 : La conférence en images 41

ANNEXE 3 : Ressources de la conférence 42

Liste des tableaux

Tableau 1 : Résumé des sessions de la conférence sur l'harmonisation des cadres continentaux, régionaux et nationaux 5

Tableau 2 : Évolution du CAADP : Des engagements à la transformation des systèmes alimentaires 8

Tableau 3 : Actions prioritaires clés pour faire progresser la transformation du système alimentaire 11

Tableau 4 : Domaines d'action de l'ANAPRI pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires en Afrique 15

Tableau 5 : Matrice d'action politique relative à la chaîne de valeur du riz au Ghana ..21

Tableau 6 : Matrice d'action politique relative à la chaîne de valeur du bœuf et du soja en Zambie 22

Tableau 7 : Actions prioritaires de l'ANAPRI pour la mise en œuvre des recommandations politiques relatives au PPVC 23

Tableau 8 : Résumé des rôles des partenaires, des applications et des résultats de l'Initiative pour l'Atlas d'adaptation de l'agriculture africaine 27

Tableau 9 : Domaines thématiques prioritaires de l'ANAPRI, axes de recherche en matière de politiques publiques et points d'action 34

Tableau 10 : Partenaires institutionnels et domaines stratégiques de collaboration de l'ANAPRI 37

Liste d'Acronymes

AAA	Atlas d'Adaptation de l'Agriculture Africaine
AFAS	Africaine des Engrais et de l'Agro-Industrie
AFIDA	Africaine pour le Développement des Engrais et de l'Agro-Industrie
AFSH-AP	Africain pour les Engrais et la Santé des Sols
AFS	Système(s) Agroalimentaire(s)
AGNES	Soutien des Experts du Groupe Africain de Négociateurs
AGRA	Alliance pour une Révolution Verte en Afrique
ANAPRI	Réseau Africain des Instituts de Recherche sur les Politiques Agricoles
ATI	Institut de Transformation Agricole (Éthiopie)
AU	Union Africaine
AUC	Commission de l'Union Africaine
BFAP	Bureau des Politiques Alimentaires et Agricoles
CAADP	Programme Global de Développement de l'Agriculture Africaine
C4PA	Coalition pour l'Action Politique
C4SEAS	Coalition pour les Services de Vulgarisation et de Conseil en Matière de Sols
C4SISA	Coalition pour l'Intensification Durable de la Gestion des Sols et des Terres
CGE	Équilibre Général Calculable
CIAT	Centre International d'Agriculture Tropicale
RDC	République Démocratique du Congo
DP	Partenaire de Développement
ED	Directeur Exécutif
EPRN	Réseau de Recherche sur les Politiques Economiques (Rwanda)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAPDA	Analyse des Décisions en Matière de Politique Alimentaire et Agricole
FARNPAN	Réseau d'Analyse des Politiques Alimentaires, Agricoles et des Ressources Naturelles
FISP	Programme de Subventions aux Intrants Agricoles
PIB	Produit Intérieur Brut
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HS	Système Harmonisé
IAPRI	Institut de Recherche sur les Politiques Agricoles d'Indaba (Zambie)
IFDC	Centre International de Développement des Engrais
IFPRI	Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
ISSER	Institut de Recherche Statistique, Sociale et Economique (Ghana)
IAT	Transformation Agricole Inclusive
MEL	Suivi, Evaluation et Apprentissage

Ministère des Affaires étrangères	Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (Ghana)
Protocole d'entente	Protocole d'Entente
MSU	Université d'État du Michigan
PE	Équilibre Partiel
PILAF	Initiative Politique pour les Moyens de Subsistance et la Sécurité Alimentaire (Nigéria)
PolOpT	Outil d'Optimisation des Politiques
PPBC	Priorisation des Politiques par la Chaîne de Valeur (utilisé de Manière Interchangeable avec PPVC dans la discussion)
PPVC	Priorisation des Politiques par l'Analyse de la Chaîne de Valeur
PPP	Partenariat Public-Privé
REC	Communauté Economique Régionale
RIAPA	Modèle d'Analyse des Investissements et des Politiques Rurales
RSFR	Rapport de Prospective Stratégique Régionale
SAF-A	Fondation pour une Agriculture Durable – Afrique
SPS	Mesures Sanitaires et Phytosanitaires
T.V.A.	Taxe sur la Valeur Ajoutée
OUAH	Organisation Mondiale pour la Santé Animale
WB	Banque Mondiale

1. Introduction

1.1. Contexte

La 12e conférence annuelle des parties prenantes de l'ANAPRI, organisée par le Réseau de recherche sur les politiques économiques (EPRN) et qui s'est tenue à Kigali, au Rwanda, du 4 au 6 novembre 2025, a réuni une communauté diversifiée de décideurs politiques, de chercheurs, de dirigeants du secteur privé, de partenaires au développement et de représentants des agriculteurs africains autour du thème « **Moteur de la transformation des systèmes alimentaires africains : investissements stratégiques, politiques résilientes et partenariats mondiaux** ». Pendant trois jours, les participants ont mené un dialogue rigoureux et des délibérations fondées sur des données probantes à travers un large éventail de séances plénières, de sessions techniques et d'études de cas par pays.

La conférence s'est tenue dans un contexte de chocs complexes et imbriqués qui continuent de fragiliser les systèmes agroalimentaires africains. Les perturbations mondiales persistantes notamment les tensions géopolitiques, la volatilité des chaînes d'approvisionnement, la hausse des factures d'importation et la baisse des financements du développement limitent les capacités nationales à garantir et à promouvoir la sécurité alimentaire. Ces pressions s'ajoutent à des défis structurels de longue date sur le continent : une grave dégradation des sols, qui touche désormais jusqu'à 65 % des terres arables ; des déficits d'investissement qui continuent de compromettre la productivité agricole ; et des systèmes politiques fragmentés qui ralentissent la mise en œuvre concrète des engagements continentaux au niveau national.

La conférence a servi de plateforme essentielle pour faire passer l'agenda continental de l'analyse à une mise en œuvre décisive, à la suite de deux évolutions politiques continentales importantes, à savoir :

- La troisième version du **Programme agricole global africain (PAGA 3.0)** , lancée par la Déclaration de Kampala, a élevé le programme agricole africain au rang de voie de transformation intégrée, systémique et axée sur les résultats ; et
- Le **Plan d'action africain pour la fertilisation et la santé des sols (AFSH-AP)** répond à l'impératif fondamental de restaurer la fertilité des sols pour débloquer des gains de productivité durables.

Ce rapport synthétise les principaux enseignements, délibérations et conclusions de la 12e conférence de l'ANAPRI, en vue de définir le programme de recherche sur les politiques alimentaires pour 2026. Il témoigne d'un continent à un tournant décisif, qui passe avec une clarté et une détermination renouvelées des discours aux actes. Le message qui a résonné à Kigali était sans équivoque : l'Afrique peut et doit saisir cette opportunité pour bâtir des systèmes alimentaires résilients, productifs et inclusifs, capables de résister aux turbulences mondiales et d'assurer une croissance transformatrice pour les générations futures.

1.2. Aperçu de la 12e conférence annuelle des parties prenantes d'ANAPRI

La Conférence annuelle des parties prenantes de l'ANAPRI, principale plateforme de dialogue sur les enjeux de politique agricole en Afrique, a réuni des décideurs politiques, des bailleurs de fonds et des partenaires au développement, des représentants du secteur privé, des universitaires et des groupes de réflexion. La Conférence a mis en lumière l'incertitude mondiale accrue, marquée par les chocs climatiques, les bouleversements géopolitiques et le resserrement du financement du développement. Elle a offert une tribune opportune pour un dialogue fondé sur des données probantes sur

la manière dont l'Afrique peut accélérer une transformation agricole inclusive et axée sur le marché.

Les discussions ont couvert l'ensemble du processus, de l'élaboration des politiques à leur mise en œuvre. Des séances plénières de haut niveau ont contextualisé les enjeux mondiaux et continentaux, soulignant les conséquences des chocs externes sur les systèmes alimentaires africains et l'urgence d'harmoniser les engagements continentaux avec les actions nationales. Des sessions techniques ont présenté comment **des analyses avancées**, notamment les données spatiales climatiques, l'approche systémique et la modélisation des chaînes de valeur, sont appliquées pour éclairer la planification à long terme, prioriser les investissements et gérer les compromis entre productivité, résilience et inclusion. Des études de cas nationales ont démontré comment les données probantes peuvent orienter des réformes concrètes, en dépassant les interventions ponctuelles pour aboutir à une transformation systémique profonde.

L'un des traits marquants de la conférence a été l'accent mis sur **la mise en œuvre concrète des analyses**. Plusieurs sessions ont illustré comment la recherche en politiques publiques influence les décisions sur le terrain: elle éclaire les stratégies nationales, oriente les réformes législatives, guide les choix d'investissement public et encourage la participation du secteur privé. Les thèmes transversaux de la cohérence des politiques, des capacités institutionnelles, du suivi et de l'apprentissage ont renforcé l'idée qu'une transformation durable exige des environnements politiques prévisibles et une coordination étroite entre les acteurs.

La conférence a également souligné le rôle central des **partenariats et des coalitions** dans un contexte de ressources limitées. Grâce à des dialogues structurés et des engagements formalisés, l'ANAPRI et ses partenaires ont défini un programme commun de co-création, de co-réalisation et de mise à l'échelle, positionnant ainsi le réseau comme une plateforme de coordination continentale reliant la recherche, les politiques et l'investissement. Collectivement, les sessions ont permis de dégager une conclusion claire: la transformation des systèmes alimentaires africains est possible lorsque les données probantes, les institutions et les partenariats convergent vers des priorités communes et un impact à long terme.

1.3. Structure du rapport

Ce rapport est organisé en six sections thématiques qui reflètent les principaux domaines d'intervention d'ANAPRI et les délibérations clés de la Conférence:

- **section 2 – Harmonisation des cadres continentaux, régionaux et nationaux pour la transformation agricole** synthétise les enseignements tirés de deux séances plénières de haut niveau et d'une séance technique. Ensemble, ces discussions mettent en lumière le lien pratique entre la stratégie continentale et sa mise en œuvre au niveau national. Cette section présente des réflexions sur la manière dont l'Afrique peut faire face aux bouleversements mondiaux et repositionner ses systèmes alimentaires pour une croissance résiliente et inclusive, ainsi qu'un dialogue approfondi sur la mise en œuvre du PDDAA 3.0 et l'alignement des stratégies nationales de développement sur les engagements continentaux.
- **La section 3 – Transformation inclusive des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique: du transactionnel au transformateur** examine comment les centres membres de l'ANAPRI appliquent l'analyse des chaînes de valeur pour éclairer les réformes politiques et les priorités d'investissement. À travers les études de cas du Ghana et de la Zambie, cette section montre comment les données probantes se traduisent en réformes systémiques concrètes, favorisant une transformation inclusive et axée sur le marché.

- **La section 4 – Application des analyses climatiques avancées à la planification des politiques et des investissements: enseignements tirés de l'Atlas d'adaptation de l'agriculture Africaine met** en lumière l'utilisation des outils d'analyse climatique avancée et des données spatiales pour appuyer une planification agricole sensible au climat. Cette section s'appuie sur des expériences nationales pour montrer comment l'Atlas contribue à l'élaboration de stratégies d'adaptation à long terme et à la prise de décisions d'investissement.
- **La section 5 – Perspectives agricoles de l'Afrique: une approche systémique et prospective** explore l'application de la pensée systémique et de la prospective stratégique pour comprendre les facteurs à long terme qui façonnent les systèmes alimentaires africains. Elle met en lumière comment les outils de prospective et l'analyse des politiques peuvent soutenir une planification adaptée à l'avenir et une transformation cohérente du système agroalimentaire.
- **section 6 – Les partenariats comme catalyseurs de la politique agricole et du programme de recherche en Afrique** aborde le rôle central des partenariats dans la réalisation de l'ambition continentale d'ANAPRI visant à renforcer les systèmes de données probantes et les architectures de mise en œuvre coordonnées. Cette section illustre comment ce programme a été concrétisé par une collaboration structurée et a abouti à la signature de trois protocoles d'accord historiques avec AFIDA, AKADEMIYA 2063 et SAF-A.

2. Harmonisation des cadres continentaux, régionaux et nationaux pour la transformation agricole

2.1. Séances préparatoires

La Conférence a accueilli trois sessions, qui ont souligné le principe permanent selon lequel l'alignement des ambitions continentales sur la coordination régionale et la mise en œuvre nationale nécessite des cadres politiques cohérents, des institutions fortes, un financement durable et des plateformes d'apprentissage fondées sur des données probantes (voir **tableau 1**).

Les discussions de la Conférence sur l'harmonisation des politiques nationales et régionales avec les cadres continentaux interviennent à un moment crucial, alors que le continent cherche à répondre à une question fondamentale : comment l'Afrique peut-elle aligner ses politiques continentales et régionales sur les priorités nationales tout en garantissant leur mise en œuvre concrète au niveau national, face aux forces mondiales négatives et perturbatrices ? Ces discussions ont réaffirmé le rôle central du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) 3.0 et du Plan d'action africain pour les engrais et la santé des sols (PAESAS) en tant que cadres de référence, tout en soulignant les actions concrètes nécessaires pour traduire les engagements en une transformation agricole mesurable à travers l'Afrique.

Les discussions ont révélé un ensemble de défis interdépendants et de domaines prioritaires qu'il faut aborder pour accélérer et élargir l'inclusivité de la transformation agroalimentaire en Afrique:

- **Perturbations mondiales et vulnérabilité structurelle:** l'Afrique demeure fortement exposée aux chocs externes, notamment aux tensions géopolitiques, aux ruptures des chaînes d'approvisionnement, à la hausse des factures d'importation et à la réduction des financements au développement. Ces pressions exacerbent la volatilité des prix alimentaires et fragilisent les systèmes de protection sociale, révélant de profondes dépendances structurelles aux importations de produits

alimentaires et d'intrants. Le renforcement des chaînes de valeur régionales et la mise en place de marchés résilients sont apparus comme des priorités essentielles.

- **Crise de la santé des sols et utilisation inefficace des engrais: alors qu'environ 65 % des terres arables sont dégradées** et que l'appauvrissement en nutriments coûte au continent près de **190 milliards de dollars américains par an**, la santé des sols constitue un obstacle majeur à une transformation inclusive. Les délégués ont souligné l'urgence d'une gestion intégrée de la fertilité des sols, combinant engrais minéraux, amendements organiques et pratiques de conservation des sols, ainsi qu'un meilleur accès à des engrais abordables et de haute qualité.

Tableau 1: Résumé des sessions de la conférence sur l'harmonisation des cadres continentaux, régionaux et nationaux

Session	Objectif et contexte de la session	Objectifs principaux	Principaux participants / contributeurs
Session 1 : Séance plénière de haut niveau – Faire face aux bouleversements mondiaux et à l'avenir du système alimentaire africain	Ce travail a permis de définir le contexte stratégique de la transformation agricole africaine en analysant comment les bouleversements mondiaux – conflits géopolitiques, fragmentation des échanges commerciaux, chocs énergétiques et diminution des financements du développement – remodèlent les systèmes alimentaires. La session a mis en lumière l'exposition de l'Afrique aux chocs externes, ainsi que les opportunités de renforcement de sa résilience, d'intégration régionale et de transformation de ses systèmes alimentaires.	• Évaluer les impacts des chocs mondiaux sur les systèmes alimentaires, le commerce et la sécurité alimentaire en Afrique • Partagez les réponses des pays, du secteur privé et des donateurs aux perturbations mondiales • Identifier les stratégies de résilience prioritaires pour éclairer le CAADP 3.0 et les cadres connexes	• **Animateur :** Dr Salomo Mbai (ATPI) • **Ouverture**. Antoni Chapoto (ANAPRI) • **Discours d'ouverture :** M. Ali Abdi (FAO) • **Intervenants :** M. Wandile Sihlobo (Agbiz) ; Dr Innocent Okuku (AFIDA) ; Dr Nancy Laibuni (Présidence du Kenya) ; M. Chris Chibwana (Fondation Hewlett) ; Dr Luc Christiaensen (Banque mondiale) • **Rapporteurs :** Zena Mpenda ; Dr Benjamin Oyelami
Session 2 : Cohérence des politiques et PAPA 3.0 – Traduire les engagements continentaux en transformation nationale	Etait axée sur la mise en œuvre du PDDAA 3.0 suite à la Déclaration de Kampala. Elle a abordé les écarts persistants entre les engagements continentaux et leur mise en œuvre nationale, en insistant sur la cohérence des politiques, la coordination institutionnelle, l'utilisation des données probantes et l'alignement sur les cadres de développement régionaux et nationaux.	• Approfondir la compréhension des objectifs et de l'approche de mise en œuvre du CAADP 3.0 • Identifier les mécanismes permettant d'aligner les politiques nationales sur les engagements continentaux • Formuler des recommandations concrètes pour renforcer la coordination, la responsabilisation et le suivi	• **Animatrice :** Dr Lilian Kirimi (Institut Tegemeo) • **Discours d'ouverture :** M. Kennedy Ayason (Commission de l'Union africaine) • **Groupes de panneaux :** o CER : Dr Godfrey Bahiigwa (ancien CUA) ; Dr Bartholomew Chataika (CCARDESA) ; M. Houssein Mohamed Aden (IGAD)– o Groupes de réflexion politiques : Dr Djiby Dia (ISRA BAME) ; M. Francis Hale (FARNPAN) – Secteur public : RDC (Mme Epiphanie Mwali) ; Éthiopie (Dr Desalegn Begna) ; Malawi (M. Doshanie Kadokera) o Bailleurs de fonds : M. Jeffrey Ngari (GIZ) ; Dr Sergiy Zorya (Banque mondiale) • **Synthèse :** Dr Andrew Agyei-Holmes (ISSER)
Session 6 : Domestication et état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action africain pour les engrais et la santé des sols (AFSH-AP)	A examiné les progrès, les défis et le financement du Plan d'action africain pour la fertilisation et la santé des sols, pilier essentiel de la mise en œuvre du Programme de développement de l'Afrique de l'Est (PDAAE). Elle a mis en lumière les disparités d'intégration au niveau national, le rôle des coalitions	• Examiner les progrès et les lacunes en matière de nationalisation de l'AFSH-AP au niveau national • Partager les expériences et les enseignements tirés de la coalition et du pays • Identifier les mécanismes de financement, de coordination et	• **Co-animateurs :** M. Francis Hale (FARNPAN) ; Dr Asseta Diallo (AGRA) • **Présentation d'ouverture :** Prof. Wole Fatunbi (Secrétariat FARA / AFSH-AP) • **Coalitions :** Dr Antoni Chapoto (C4PA) ; M. Larry Umunna (CIFSH/IFDC) ; Dr Wole Fatunbi (C4SISA) ; Dr Lilian Lihasi (AFAS/C4SEAS) ; Mme Sheila Keino (C4FPSE)

	de mise en œuvre et l'importance d'un financement durable et d'une coordination efficace pour le déploiement à grande échelle d'initiatives telles que « *Connaître son sol* ».	de responsabilisation pour accélérer la mise en œuvre	• **Panel de pays :** Professeur Bernard Bashaasha (Ouganda) ; Dr Brian Mulenga (Zambie) ; Dr Fatou Ndeye (Sénégal) • **Régional :** Dr Bartholomew Chataika (CCARDESA) • **Synthèse :** Dr David Nielsen

- **Fragmentation des politiques et des institutions:** Un fossé persiste entre les engagements continentaux, tels que le PADA 3.0 et le Programme d'action pour l'agriculture, le développement et l'environnement (PAADE), et leur intégration dans des politiques nationales cohérentes. La faiblesse de la coordination interministérielle limite les capacités techniques, et le manque d'alignement des priorités entre les agences continue d'entraver la mise en œuvre. Pour surmonter cette fragmentation, il est nécessaire de renforcer les modèles de gouvernance afin de permettre aux ministères de l'agriculture, du commerce, des finances, des infrastructures et de l'environnement de travailler à la réalisation d'objectifs nationaux unifiés.

- **Le déficit de financement agricole et l'inefficacité des dépenses publiques:** l'agriculture en Afrique souffre d'un sous-financement chronique, les dépenses publiques ne représentant en moyenne que **2 %** des budgets nationaux, bien en deçà des engagements du PDDAA. Parallèlement, l'aide traditionnelle des bailleurs de fonds est en baisse. La conférence a mis en lumière la nécessité d' **accroître l'efficacité et le ciblage des dépenses publiques**, de mettre en œuvre des stratégies pour **mobiliser les investissements privés** et de développer des mécanismes de financement innovants afin de soutenir le développement des marchés, la santé des sols et des infrastructures résilientes face au changement climatique.

- **Faibles capacités de mise en œuvre et mécanismes de passage à l'échelle limités:** Si de nombreux pays ont élaboré des stratégies et des plans d'investissement, leur mise en œuvre effective à grande échelle demeure un défi majeur. Parmi les obstacles figurent l'insuffisance des systèmes de vulgarisation, la faiblesse des coalitions de mise en œuvre et le manque de possibilités de généraliser les initiatives pilotes réussies telles que la campagne « Les agriculteurs connaissent leur sol » à l' échelle nationale afin de toucher équitablement les femmes, les jeunes et les petits exploitants agricoles.

- **Lacunes persistantes en matière de données et de preuves:** la prise de décision reste entravée par des données insuffisantes, inaccessibles ou obsolètes, notamment sur la santé des sols, la performance des marchés et les goulets d'étranglement des chaînes de valeur. Même lorsque des données probantes existent, leur utilisation par les décideurs politiques est inégale. Le renforcement des systèmes de données, l'investissement dans les outils numériques et la promotion de l'utilisation des données probantes ont été soulignés comme essentiels pour améliorer la responsabilisation et l'efficacité des politiques.

2.2. Contexte politique continental

Depuis plus de quinze ans, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) constitue le cadre phare de l'Union africaine pour la transformation agricole. Ce processus a débuté avec la Déclaration de Maputo (2003-2013), qui engageait les États membres à consacrer au moins 10 % de leur budget national à l'agriculture et à viser une croissance annuelle de la productivité de 6 %. Malgré des progrès limités en 2013, les dirigeants africains ont reconnu le rôle central de l'intégration régionale dans la transformation agricole. Ceci a conduit à la Déclaration de Malabo (2014-2025), qui a élargi le programme à sept engagements relatifs à la sécurité alimentaire, la nutrition, la réduction de la pauvreté, la résilience, le changement climatique, le commerce intra-africain et la responsabilité mutuelle.

Malabo a permis des avancées continentales importantes, notamment le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en 2018 et la croissance du commerce intra-africain d' engrais et de certaines matières premières. Toutefois, des lacunes structurelles et institutionnelles persistantes ont mis en évidence la nécessité d'une approche plus intégrée et systémique. Cette prise de conscience a abouti au Programme de développement agricole communautaire (PDAC) 3.0, la Déclaration de Kampala (2026-2035), qui redéfinit la transformation agricole dans le cadre d'un paradigme holistique des systèmes agroalimentaires. **Tableau 2**présente l'évolution du PDAC, ses objectifs et ses principales réalisations.

Tableau 2: Évolution du CAADP : Des engagements à la transformation des systèmes alimentaires

Phase CAADP	Description	Objectifs stratégiques clés	Réalisations majeures
CAADP 1.0 – Déclaration de Maputo (2003–2013)	• Premier cadre de transformation agricole continental dans le cadre de l'UA ; il a introduit une forte priorité accordée au financement public de l'agriculture et à la croissance tirée par la productivité. • Il a servi de programme de base pour aligner les plans nationaux d'investissement agricole sur les aspirations continentales.	• Consacrer **10 % du budget national** à l'agriculture. • Réaliser **une croissance annuelle de la productivité agricole de 6 %**.	• Accroître la visibilité de l'agriculture dans les processus de planification nationale. • Élaboration des plans nationaux d'investissement agricole (PNIA). • L'attention politique portée aux contraintes de productivité s'est accrue, même si les objectifs n'ont été que partiellement atteints.
CAADP 2.0 – Déclaration de Malabo (2014-2025)	• Élargissement du CAADP à un programme de transformation plus vaste, lié à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la résilience, au commerce intra-africain et aux systèmes de responsabilisation. • Cela a marqué un tournant, passant des engagements d'investissement à des résultats axés sur la performance, appuyés par un suivi à l'échelle du continent.	**Sept engagements :** • Mettre fin à la faim et réduire la pauvreté. • Améliorer la nutrition. • Tripler les échanges agricoles intra-africains d'ici 2025. • Promouvoir la résilience climatique. • Renforcer la responsabilité mutuelle grâce à des mécanismes de signalement.	• Lancement de la **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)** en 2018. • Introduction du **mécanisme d'examen biennal** (2017) avec des tableaux de bord de performance. • Croissance du commerce intra-africain d'engrais et de certaines matières premières. • Amélioration du dialogue régional sur la sécurité alimentaire, la résilience et le commerce.
CAADP 3.0 – Déclaration de Kampala (2026-2035)	• Représente une transition d'une pensée sectorielle agricole à une **approche holistique des systèmes agroalimentaires**. • Elle met l'accent sur la coordination multisectorielle, les réformes de la gouvernance, l'innovation et la productivité durable. • Ancre directement le CAADP à l'Agenda 2063 et à la transformation structurelle à long terme.	**Six objectifs stratégiques :** • Intensifier la production alimentaire durable, l'agro-industrialisation et le commerce. • Accroître les investissements et le financement des systèmes agroalimentaires. • Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. • Promouvoir l'inclusion et des moyens de subsistance équitables. • Construire des systèmes agroalimentaires résilients. • Renforcer la gouvernance des systèmes agroalimentaires. Objectifs stratégiques sous-tendus par 22 cibles et 48 interventions.	• Introduction d'une **ligne directrice progressive sur la domestication** à l'intention des États membres (une première en son genre). • Adoption du modèle de transformation des systèmes agroalimentaires à l'échelle continentale. • Intégration claire du commerce, du climat, de la gouvernance et de la nutrition dans un programme unifié. • Accent mis davantage sur l'engagement du secteur privé, le financement innovant et la coordination interministérielle.

Complémentaire au PDDAA 3.0, le Plan d'action africain pour la santé des sols et les engrais (AFSH-AP) s'attaque directement à l'une des contraintes structurelles les plus aiguës de l'Afrique: la dégradation généralisée des sols et l'appauvrissement en nutriments. En plaçant la santé des sols au cœur de la croissance de la productivité, l'AFSH-AP souligne les investissements fondamentaux nécessaires à un système agroalimentaire durable, inclusif et résilient face au changement climatique. Ensemble, ces cadres témoignent d'un engagement continental à passer d'une planification de haut niveau à une mise en œuvre concrète et à grande échelle, permettant d'améliorer de manière significative et mesurable les conditions de vie des agriculteurs, des transformateurs et des entreprises agroalimentaires africains.

2.3. Messages clés à retenir

2.3.1. Que faut-il faire différemment en vertu de la Déclaration de Kampala ?

Le programme CAADP 3.0, formulé dans la Déclaration de Kampala, marque un tournant majeur vers une approche systémique et holistique de l'agroalimentaire, visant à combler les lacunes persistantes en matière de mise en œuvre et à produire des résultats transformateurs. S'appuyant sur les enseignements tirés des programmes CAADP 1.0 et CAADP 2.0, les délibérations de la conférence ont mis en lumière plusieurs actions essentielles pour garantir que le CAADP 3.0 atteigne ses objectifs.

- **Accélérer l'intégration et l'adoption au niveau national :** les États membres doivent intégrer la Déclaration de Kampala dans leur droit national de toute urgence et avec détermination. Sa mise en œuvre ne peut se faire comme d'habitude ; elle exige des engagements nationaux clairs, son intégration dans les cadres politiques et de planification, ainsi que des stratégies d'exécution assorties d'échéances précises.
- **Favoriser la responsabilité partagée grâce à des partenariats solides :** une intégration réussie exige un leadership coordonné et multisectoriel, ancré dans une volonté politique au plus haut niveau de l'État. Les enseignements du PDDAA 2.0 montrent que les pays ayant bénéficié d'un fort engagement de leur direction ont réalisé des progrès plus importants. Les gouvernements doivent tirer parti des atouts complémentaires des partenaires au développement, du secteur privé, de la société civile et des institutions de recherche pour mener à bien un programme d'intégration unifié.
- **Renforcer le suivi, l'évaluation et la responsabilité mutuelle :** une architecture de suivi et de compte rendu robuste est essentielle pour mesurer les progrès accomplis et éclairer la mise en œuvre. Le **mécanisme d'examen biennal** , introduit dans le cadre du PDDAA 2.0, constitue un point de départ solide, mais son utilisation doit être approfondie. Les pays devraient interpréter activement les tableaux de bord, institutionnaliser les évaluations de la performance et intégrer les conclusions dans les réformes politiques et les décisions d'investissement.
- **Mobiliser des financements adéquats et durables :** La réalisation des ambitions du PDAAA 3.0 exige une allocation cohérente et efficace des ressources. Les États membres doivent accroître leurs financements nationaux pour la transformation des systèmes agroalimentaires tout en explorant des instruments de financement mixtes et innovants. La communauté financière internationale demeure un partenaire essentiel pour combler les déficits d'investissement stratégiques.
- **Renforcer la production et l'utilisation des données probantes :** les groupes de réflexion, dont ANAPRI et ses instituts membres, jouent un rôle essentiel dans la production d'analyses opportunes et pertinentes pour les politiques publiques. Toutefois, les données probantes ne peuvent engendrer de transformation que si elles sont pleinement exploitées . Cela nécessite un renforcement ciblé des

capacités des décideurs et des organismes de mise en œuvre, afin de garantir qu'ils comprennent, valorisent et intègrent les données probantes dans leurs processus décisionnels.

- **Tirer parti du nouveau guide de mise en œuvre et d'intégration du PADA 3.0 :** pour la première fois dans l'histoire du PADA, les États membres disposent d'un **guide d'intégration complet** qui décrit les étapes à suivre pour traduire les engagements continentaux en programmes nationaux . Cet outil, absent des versions 1.0 et 2.0 du PADA, représente une avancée majeure et devrait être appliqué systématiquement afin de rationaliser la coordination, la planification et la mise en œuvre.

Une question cruciale qui ressort des discussions est celle de savoir comment les pays peuvent **démanteler systématiquement les cloisonnements institutionnels** afin d'élaborer une stratégie cohérente de développement du commerce et des marchés, portée par l'État et pleinement alignée sur le PDDAA 3.0 et les engagements régionaux. Ceci soulève un autre défi : **quels modèles de gouvernance ou mécanismes de coordination sont nécessaires pour garantir que les ministères de l'agriculture, du commerce, des finances et des infrastructures œuvrent à la réalisation d'un objectif commun** , plutôt que de poursuivre des mandats parallèles ou fragmentés ? Ce sont là des enjeux auxquels les gouvernements nationaux devront faire face et qu'ils devront aborder au cours de la prochaine décennie pour assurer le succès du PDDAA.

2.3.2. Principaux enseignements pour les groupes de réflexion et rôle d'ANAPRI dans la promotion du CAADP 3.0

- **Renforcer la production de données probantes et l'analyse des politiques** : les groupes de réflexion doivent produire en temps opportun des données probantes de haute qualité et exploitables pour orienter l'intégration et la mise en œuvre du PDDAA 3.0. Cela comprend le déploiement d'outils tels que le PPVC, la modélisation prospective et l'analyse des systèmes de marché pour aider les pays à prioriser les investissements, à harmoniser les stratégies nationales et à lever les contraintes majeures des systèmes agroalimentaires.
- **Renforcer les capacités d'élaboration des politiques et améliorer l'utilisation des données probantes** : Au-delà de la production de données probantes, les groupes de réflexion, et l'ANAPRI en particulier, devraient investir dans le renforcement des capacités des décideurs et des experts techniques. Cela garantit que les gouvernements disposent des capacités institutionnelles nécessaires pour interpréter, appliquer et intégrer les données probantes dans les processus de planification, de budgétisation et de suivi.
- **Soutien à la coordination intersectorielle et interpartisane** : l'ANAPRI peut jouer un rôle essentiel de fédération en favorisant la mise en place de plateformes structurées réunissant les ministères de l'agriculture, du commerce, des finances et des infrastructures, ainsi que le secteur privé et les partenaires au développement. Ces coalitions aident les pays à surmonter la fragmentation institutionnelle et à élaborer des approches intégrées conformes au cadre des systèmes agroalimentaires du PDAAA 3.0.
- **Suivi des progrès et renforcement de la responsabilité mutuelle** : Les groupes de réflexion devraient aider les gouvernements à renforcer leurs systèmes de suivi et d'évaluation, notamment en interprétant les tableaux de bord de l'examen biennal et en produisant des analyses complémentaires. La présence régionale de l'ANAPRI lui permet de promouvoir l'apprentissage transnational, l'évaluation par les pairs et la responsabilisation, éléments essentiels pour maintenir la dynamique et garantir que le PDDAA 3.0 produise un impact mesurable.

2.4. Actions prioritaires clés pour faire progresser les systèmes agroalimentaires africains

2.4.1. Actions prioritaires pour les principaux partenaires et les différentes parties prenantes

Les systèmes agroalimentaires africains évoluent dans un monde où les perturbations globales, telles que les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés, les chocs climatiques et la diminution des financements du développement, ne sont plus ponctuelles mais structurelles. Cette nouvelle réalité exige **une réorientation fondamentale vers la résilience** , appuyée par des stratégies d'adaptation permettant aux pays de résister aux chocs tout en assurant une transformation durable. **Tableau 3**présente les principaux domaines d'action prioritaires servant de points de convergence pour impulser la transformation des systèmes agroalimentaires.

Tableau 3: Actions prioritaires clés pour faire progresser la transformation du système alimentaire

Question clé	Description	Actions prioritaires	Principaux responsables / parties prenantes clés
1. Perturbations structurelles mondiales et résilience	Les chocs mondiaux (géopolitique, changement climatique, perturbations des chaînes d'approvisionnement, baisse de l'aide) sont devenus structurels, entraînant une volatilité des prix alimentaires, une dépendance aux importations et une vulnérabilité des moyens de subsistance.	• Intégrer la résilience comme objectif central des stratégies nationales des systèmes agricoles et alimentaires. • Développer et financer des instruments de gestion des risques (par exemple, réserves stratégiques, assurances, systèmes d'alerte précoce). • Renforcer le commerce et la logistique régionaux pour protéger les marchés locaux des chocs mondiaux.	**Gouvernements nationaux** (agriculture, finances, commerce, planification) ; **UA et AUDA-NEPAD** (cadres de résilience continentaux) ; **CER** (commerce régional et planification d'urgence) ; **Banque mondiale et FAO** (travaux d'analyse, financement, appui technique) ; **Centres AGRA, FARA, ANAPRI** (innovations, analyses, solutions de résilience).
2. Intégration du PDDAA 3.0 et de la Déclaration de Kampala dans le droit national	Les engagements continentaux restent souvent cantonnés au cadre de politiques nationales et ne sont pas suffisamment intégrés aux politiques, plans et budgets nationaux. Le PDDAA 3.0 offre de la flexibilité, mais exige une intégration précoce et ciblée au niveau national.	• Intégrer les priorités du PADA 3.0 dans les plans nationaux de développement, les PNA et les cadres budgétaires. • Mettre en place des plateformes de coordination multisectorielles pour harmoniser les programmes relatifs à l'agriculture, au commerce, aux infrastructures et au climat. • Utilisez les lignes directrices de mise en œuvre du CAADP 3.0 comme feuille de route pratique pour la domestication.	**Gouvernements nationaux** (Premier ministre/Présidence, Agriculture, Finances, Planification) ; **UA et AUDA-NEPAD** (orientations, normes, évaluation par les pairs) ; **CER** (harmonisation et soutien régionaux) ; **Banque mondiale, FAO, AGRA** (soutien technique et financement des processus de nationalisation) ; **Centres ANAPRI** (données probantes, diagnostics, priorisation des investissements).
3. Lacunes de gouvernance et fragmentation institutionnelle	Le manque de coordination et le chevauchement des mandats entre les ministères et les agences nuisent à la cohérence de la mise	• Clarifier les mandats et les responsabilités liés à la mise en œuvre du CAADP 3.0 dans l'ensemble des institutions. • Créer ou renforcer des conseils/groupes de travail	**Gouvernements nationaux** (Cabinet, Agriculture, Commerce, Finances, Infrastructures) ; **UA et AUDA-NEPAD** (cadres de gouvernance, apprentissage entre pairs) ; **CER** (coordination

Question clé	Description	Actions prioritaires	Principaux responsables / parties prenantes clés
	en œuvre et diluent la responsabilité.	interministériels de haut niveau sur les systèmes agroalimentaires. • Élaborer des cadres de performance avec des indicateurs clairs et des évaluations régulières.	régionale et harmonisation des politiques) ; Banque mondiale, FAO (développement institutionnel, appui à la gouvernance) ; Centres ANAPRI (évaluations de la gouvernance, conception de modèles de coordination).
4. Faiblesse des systèmes de preuves et adoption limitée de l'analyse de données	Le manque de données, la faiblesse des systèmes d'information et le recours limité aux données probantes entravent la planification, le ciblage et la responsabilisation. Les liens entre la recherche et les politiques sont souvent ponctuels.	• Investir dans les systèmes nationaux de données (informations sur les sols, données de marché, plateformes numériques de suivi et d'évaluation). • Formaliser les partenariats entre les gouvernements et les institutions de recherche pour une analyse régulière des politiques publiques. • Renforcer les capacités des décideurs politiques à interpréter et à utiliser les données probantes (par exemple, PPVC, prospective, analyse de scénarios).	**Gouvernements nationaux** (instituts de statistique, agriculture, planification) ; **centres ANAPRI et FARA** (analyse, outils, formation) ; **Banque mondiale et FAO** (systèmes de données, diagnostics, renforcement des capacités) ; **AGRA** (initiatives de transfert des données probantes vers les politiques) ; **UA et AUDA- NEPAD** (plateformes de données continentales, systèmes de BR).
5. Déficit de financement et dépenses publiques inefficaces	Les dépenses publiques consacrées à l'agriculture demeurent faibles (environ 2 % des budgets) et sont souvent mal ciblées. Le soutien des donateurs se restreint, ce qui exige une utilisation plus judicieuse et plus incitative des ressources nationales.	• Accroître les allocations nationales à l'agriculture et aux infrastructures connexes, conformément aux engagements du PDAAA. • Améliorer la qualité des dépenses en donnant la priorité à la santé des sols, à la recherche, à la vulgarisation et à la logistique commerciale. • Développer des instruments de financement mixte et de partage des risques pour attirer les investissements privés, notamment pour les PME, les femmes et les jeunes.	**Gouvernements nationaux** (Finances, Planification, Agriculture) ; **Banque mondiale** (prêts souverains, financement mixte) ; **AGRA** (financement innovant, soutien aux PME) ; **FAO** (examens des dépenses publiques et conseils en matière de politiques) ; **AUDA-NEPAD et UA** (orientations sur les normes de financement) ; **CER** (initiatives régionales d'investissement) ; **Centres ANAPRI (analyses des dépenses publiques,** priorisation des investissements).
6. Faiblesse des mécanismes de mise en œuvre et de passage à l'échelle	De nombreuses stratégies existent sur le papier, mais leur mise en œuvre à grande échelle est limitée par la faiblesse des systèmes de vulgarisation, le nombre restreint de coalitions et l'insuffisance des mécanismes de généralisation des projets pilotes réussis.	• Constituer de larges coalitions de mise en œuvre (gouvernement, secteur privé, organisations d'agriculteurs , partenaires au développement). • Renforcer et moderniser les services de vulgarisation (outils numériques, écoles pratiques d'agriculture, modèles de PPP). • institutionnaliser les voies permettant d'intégrer les projets pilotes éprouvés (par exemple, les campagnes sur la santé des sols, les pratiques climato-	**Gouvernements nationaux** (agriculture, administration locale) ; **AGRA et FARA** (mise à l'échelle de l'innovation, modèles de vulgarisation) ; **Banque mondiale et FAO** (conception et financement des programmes) ; **CER** (mise à l'échelle régionale des modèles performants) ; **Centres ANAPRI** (évaluations d'impact, stratégies de mise à l'échelle) ; **Organisations d'agriculteurs/Secteur privé** (co-mise en œuvre, livraison du dernier kilomètre).

Question clé	Description	Actions prioritaires	Principaux responsables / parties prenantes clés
		intelligentes) dans des programmes nationaux .	
7. Sous-utilisation des outils d'examen biennal et de responsabilisation mutuelle	Le mécanisme BR fournit des outils de diagnostic riches, mais il est souvent sous-utilisé pour la correction de trajectoire, l'apprentissage et la responsabilisation au niveau national.	• Intégrer les conclusions de l'analyse comparative des résultats (ACR) dans les cycles de planification et de budgétisation annuels et à moyen terme. • Utiliser les tableaux de bord BR comme base pour le dialogue politique, l'évaluation par les pairs et la reddition de comptes publique. • Renforcer les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation pour améliorer la qualité des données alimentant le BR.	**UA et AUDA-NEPAD** (conception des bilans de résultats, rapports continentaux, évaluation par les pairs) ; **Gouvernements nationaux** (agriculture, planification, statistiques) ; **CER** (évaluations régionales des performances) ; **Banque mondiale, FAO** (appui au suivi et à l'évaluation et à la qualité des données) ; **Centres ANAPRI** (analyse indépendante des résultats des bilans de résultats, notes d'orientation pour le suivi).
8. Intégration limitée du marché, engagement des jeunes et ZLECAf opérationnalisation	La fragmentation des marchés, les obstacles non tarifaires et le manque d'harmonisation des politiques freinent le commerce régional. L'agriculture est souvent perçue comme un secteur à haut risque et à faible rentabilité, ce qui limite l'engagement des jeunes.	• Accélérer la mise en œuvre des protocoles de la ZLECAf (tarifs tarifaires, obstacles non tarifaires, normes, facilitation des échanges). • Harmoniser les politiques et les réglementations afin de soutenir les chaînes de valeur régionales. • Promouvoir des modèles agroalimentaires adaptés aux jeunes et aux femmes, des incubateurs et des innovations numériques.	**CER et UA** (alignement et harmonisation de la ZLECAf) ; **Gouvernements nationaux** (commerce, agriculture, industrie, jeunesse) ; **Banque mondiale** (investissements commerciaux et logistiques) ; **FAO** (appui aux politiques, développement de la chaîne de valeur) ; **AGRA et FARA** (programmes agroalimentaires pour les jeunes et les PME) ; **Centres ANAPRI** (analyse du commerce, diagnostic des obstacles non tarifaires, cartographie des opportunités pour les jeunes).

Globalement, la transformation des systèmes agroalimentaires africains nécessitera une intégration ciblée du PDDAA 3.0, le renforcement des institutions, des investissements plus judicieux et une prise de décision fondée sur des données probantes, appuyés par une action coordonnée des gouvernements, des chercheurs, des acteurs du secteur privé et des partenaires au développement. Un avenir où l'Afrique devient plus résiliente, autonome et compétitive est à portée de main, à condition que chaque acteur s'engage pleinement et avec détermination.

2.4.2. Points d'action pour l'ANAPRI

S'appuyant sur les questions cruciales et les priorités de transformation définies lors de la 12e Conférence des parties prenantes de l'ANAPRI, les axes d'action suivants précisent comment l'ANAPRI et ses centres membres peuvent maximiser leur impact en 2026 et au-delà. Ces actions visent à renforcer la production de données probantes, l'appui aux politiques, le développement des capacités et les partenariats de mise en œuvre afin de garantir que les engagements pris dans le cadre du PDDAA 3.0, du Programme d'action pour la sécurité alimentaire et le développement en Afrique (AFSH-AP) et de la ZLECAf se traduisent par des résultats concrets au niveau national.

Les actions prioritaires décrites dans **le tableau 3** permettront à l'ANAPRI et à ses centres membres à travers le continent de se développer de plus en plus:

- Servir de **partenaire de confiance en matière de connaissances** auprès des gouvernements, des CER et des organismes continentaux.
- Fournir **des données probantes rigoureuses, axées sur la demande et exploitables** pour guider la transformation.
- Développer les capacités de mise en œuvre, de suivi et de responsabilisation.
- Favoriser les partenariats qui relient le gouvernement, le secteur privé, les agriculteurs et les partenaires au développement.
- Promouvoir la cohésion continentale en soutenant l'harmonisation et l'apprentissage entre pairs.

La poursuite de ce programme de recherche politique en 2026 permettra à l'ANAPRI de contribuer à catalyser la transition de l'Afrique de la planification à la mise en œuvre, en favorisant une transformation agroalimentaire résiliente, inclusive et compétitive sur l'ensemble du continent.

Tableau 4: Domaines d'action de l'ANAPRI pour soutenir la transformation du système alimentaire en Afrique

Zone clé	Description du problème	Points d'action pour l'ANAPRI et les centres de recherche
1. Domestication du CAADP 3.0 et de l'AFSH-AP	Les engagements continentaux restent insuffisamment traduits en stratégies, budgets et mécanismes institutionnels nationaux. Les pays ont besoin d'un appui technique pour adapter le PDDAA 3.0 et le PA-AFSH aux réalités nationales.	• Effectuer des évaluations diagnostiques des politiques nationales et identifier les écarts d'alignement avec le CAADP 3.0 et l'AFSH-AP. • Élaborer des feuilles de route pour la domestication et des cadres d'investissement chiffrés pour les pays. • Élaborer des notes d'orientation et des guides sur l'intégration des objectifs du PADA 3.0 dans les PANS et les stratégies du système alimentaire. • Faciliter l'apprentissage entre pairs par le biais des CER afin d'accélérer l'harmonisation et de soutenir les pays en retard.
2. Pensée systémique, analyse et conception de politiques fondées sur des données probantes	La transformation du secteur agroalimentaire exige des approches intégrées et prospectives plutôt que des interventions cloisonnées. De nombreux gouvernements ne disposent pas des outils analytiques nécessaires pour prioriser les interventions et anticiper les chocs futurs.	• Institutionnaliser les outils de pensée systémique (FAO PolOpT , modélisation prospective, évaluations des risques) dans les processus de planification nationaux. • Étendre l'outil PPVC à davantage de pays et de chaînes de valeur, en orientant la priorisation des investissements à fort impact. • Élaborer des rapports de prospective stratégique sur le climat, le commerce, la démographie et la technologie. • Générer des données comparatives internationales sur l'efficacité des combinaisons de politiques et des stratégies de résilience.
3. Renforcer les systèmes de données probantes et les liens entre la recherche et les politiques publiques	La faiblesse des systèmes de données et le recours limité aux données probantes nuisent à la qualité des politiques et à la responsabilisation. Les liens entre recherche et politiques publiques demeurent inégaux d'un pays à l'autre.	• Appuyer les gouvernements dans le renforcement des systèmes d'information sur les sols, des plateformes de données de marché et des systèmes de suivi et d'évaluation agricoles. • institutionnaliser le modèle de recherche et de politique d'ANAPRI par le biais de cliniques de données probantes, de dialogues politiques et de tables rondes techniques. • Élaborer des ensembles de politiques axés sur la mise en œuvre, traduisant les analyses en mesures concrètes. • Renforcer les capacités des décideurs politiques en matière d'interprétation des données probantes (PPVC, outils budgétaires, prospective).
4. Financement agricole durable et dépenses publiques plus judicieuses	Le financement agricole demeure insuffisant, mal ciblé et trop dépendant de l'aide des donateurs. Les gouvernements ont besoin d'orientations pour optimiser leurs budgets et mobiliser les investissements privés.	• Effectuer des analyses des dépenses publiques évaluant leur conformité aux priorités du CAADP 3.0. • Analyser la réaffectation des subventions et les modèles de financement mixte pour une allocation des ressources plus judicieuse. • Appuyer la mobilisation et la mise en œuvre du Mécanisme africain de financement des engrais (AFFM). • Fournir des analyses et des orientations politiques pour attirer les investissements privés, notamment auprès des jeunes, des femmes et des PME.

Zone clé	Description du problème	Points d'action pour l'ANAPRI et les centres de recherche
5. Renforcement des mécanismes de mise en œuvre et de passage à l'échelle	De nombreuses stratégies de transformation restent inappliquées à grande échelle en raison de coalitions faibles, de capacités de diffusion limitées et de voies de mise à l'échelle inadéquates.	• Aider les gouvernements à concevoir et à évaluer des coalitions de mise en œuvre reliant le gouvernement, le secteur privé et les organisations agricoles . • Générer des données probantes sur les modèles de vulgarisation efficaces (outils de conseil numériques, modèles de PPP). • Documenter et déployer à grande échelle des projets pilotes tels que des campagnes pour la santé des sols ou des réformes du marché des engrais dans les pays membres de l'ANAPRI. • Mener des recherches sur la mise en œuvre afin d'identifier les points de blocage et de proposer des solutions de gestion adaptatives.
6. Renforcer la responsabilité mutuelle grâce à l'examen biennal (EB)	Les résultats des évaluations comparatives sont sous-exploités dans la prise de décision politique et le réajustement des orientations. De nombreux pays rencontrent des difficultés liées à la qualité des données et à la mise en œuvre concrète des tableaux de bord.	• Produire des analyses BR indépendantes identifiant les écarts de performance et les priorités politiques. • Aider les pays à intégrer les résultats de BR dans leurs processus annuels de planification et de budgétisation. • Faciliter l'apprentissage entre pairs à l'échelle internationale sur les interprétations des règles biométriques et les mécanismes de responsabilisation. • Renforcer la qualité des données nationales et les systèmes de suivi et d'évaluation alimentant le BR.
7. Promouvoir l'intégration régionale et la ZLECAf opérationnalisation	Les obstacles non tarifaires, la faiblesse des infrastructures logistiques commerciales et le manque d'harmonisation des politiques entravent le commerce intra-africain et limitent les opportunités de marché régionales pour les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires.	• Effectuer un diagnostic des obstacles non tarifaires et analyser les impacts commerciaux de la ZLECAf sur l'agriculture. • Cartographier les opportunités offertes par les chaînes de valeur régionales et identifier les domaines où l'harmonisation des politiques peut libérer la compétitivité. • Soutenir des dialogues structurés entre les gouvernements, les associations du secteur privé (par exemple, PAFO) et les CER. • Mener des recherches sur les opportunités offertes aux jeunes et aux femmes dans les marchés rendus possibles par la ZLECAf .
8. Investissements fondamentaux : santé des sols, outils numériques, capacités et données	La dégradation des sols, le manque de données et les capacités institutionnelles limitées demeurent des obstacles majeurs à la transformation agricole sur l'ensemble du continent.	• Diriger les travaux d'analyse sur l'économie de la santé des sols et les modèles de gestion intégrée de la fertilité des sols. • Soutenir le déploiement à grande échelle d'initiatives AFSH-AP telles que « Les agriculteurs connaissent leur sol » grâce à l'analyse de données et aux outils de ciblage des agriculteurs. • Faciliter le renforcement des capacités des décideurs politiques, du personnel de vulgarisation et des chercheurs en matière de diagnostic des sols, d'outils numériques et de systèmes de données probantes.

Zone clé	Description du problème	Points d'action pour l'ANAPRI et les centres de recherche
		• Renforcer les capacités techniques internes d'ANAPRI et ses plateformes de recherche transnationales.

3. Transformation inclusive des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique : un passage d'approches transactionnelles à des approches transformatrices

3.1. Contexte de la session

Cette session a examiné comment les pays africains peuvent dépasser les interventions politiques transactionnelles et à court terme pour adopter des réformes agricoles transformatrices et inclusives, garantes d'une croissance durable, d'équité et de résilience. S'appuyant sur le cadre d'analyse de la chaîne de valeur et de la priorisation des politiques (PPVC), la session a démontré comment des analyses rigoureuses peuvent se traduire par des choix politiques concrets, une priorisation des investissements et des stratégies de mise en œuvre.

S'appuyant sur des analyses approfondies des chaînes de valeur en Zambie et au Ghana, la session a mis en lumière l'impact de réformes spécifiques sur la compétitivité, les revenus ruraux et les retombées économiques à l'échelle de l'économie, tout en influençant les incitations du secteur privé et l'efficacité des investissements publics. Les discussions ont souligné que la transformation inclusive ne se limite pas à identifier les solutions efficaces ; elle requiert une mise en œuvre séquentielle des réformes, un alignement des financements, un renforcement des institutions et l'intégration d'un système de suivi et d'évaluation pour mesurer les résultats dans le temps. En présentant des applications concrètes de la gestion intégrée des chaînes de valeur (PPVC), la session a illustré comment les données probantes peuvent combler le fossé entre l'analyse et l'action et comment les gouvernements peuvent prioriser systématiquement les réformes qui maximisent des résultats inclusifs et durables pour l'ensemble des systèmes alimentaires.

3.2. Objectifs de la session

- Présenter les données et les conclusions des applications PPVC en Zambie et au Ghana, en soulignant les impacts des réformes, les effets distributifs et les retombées transversales de la chaîne de valeur.
- Démontrer comment l'analyse des PPVC peut éclairer la priorisation et la séquence des réformes agricoles et des investissements publics.
- Fournir aux décideurs politiques des outils et des règles pratiques pour identifier des interventions rentables et inclusives ;
- Favoriser l'apprentissage entre pairs et la collaboration régionale en partageant les expériences nationales et les bonnes pratiques afin d'étendre l'approche PPVC à travers l'Afrique.

3.3. Principaux contributeurs et participants

Cette session a réuni des décideurs politiques, des chercheurs en politiques publiques et des dirigeants du secteur privé afin de refléter l'ensemble du continuum politique et d'investissement nécessaire à une réforme transformatrice des systèmes alimentaires.

- **Modératrice et remarques de clôture :** Dr Mmatlou Kalaba
- **Allocution d'ouverture :** Alan Rennison, qui a présenté un aperçu du cadre PPVC et de son rôle dans la priorisation fondée sur des données probantes .
- **Présentations techniques et analytiques :**
    - Fwasa Singogo (IAPRI) sur l'analyse approfondie de la chaîne de valeur du bœuf en Zambie.

    - Brian Chisanga (IAPRI) sur l'analyse de la chaîne de valeur du soja en Zambie.
    - Le Dr Brian Mulenga (IAPRI) sur les implications politiques et les voies de réforme.
    - Le Dr Andrew Agyei-Holmes (ISSER, Ghana) présente une analyse de la chaîne de valeur du riz au Ghana.
- **Points de vue du gouvernement :**
    - M. Opoku Agyemang (Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, Ghana);
    - Mme Caroline Simushi Chipango (Ministère des Pêches et de l'Élevage, Zambie);
    - Mme Mukela Lubasi (Ministère de l'Agriculture, Zambie) partage son expérience sur l'utilisation des données et de l'analyse dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.
- **Perspectives du secteur privé :**
    - M. Wandile Sihlobo (Agbiz, Afrique du Sud);
    - M. Nana Osei Bonsu (Fédération des entreprises privées, Ghana);
    - M. Stephen Ruzibiza (Fédération du secteur privé) explique comment l'analyse de données influence les décisions d'investissement et l'engagement public-privé.
- **Rapporteurs :** Tim Njagi (ANAPRI)

Ensemble, les études de cas du Ghana et de la Zambie présentées lors de cette session ont démontré comment le PPVC (Partenariat Public-Privé-Validation) fait évoluer le dialogue politique, passant **d'interventions transactionnelles** (telles que des subventions ponctuelles ou des contrôles commerciaux) à **des réformes transformatrices** fondées sur des données probantes, une planification rigoureuse et des incitations de marché. Cette approche fournit aux gouvernements des orientations pratiques sur *les priorités à définir, le financement des actions et la manière de fédérer les acteurs publics et privés* autour d'une transformation agricole inclusive.

3.4. Contexte de la session

La priorisation des politiques (PPVC) s'est imposée comme un cadre d'analyse et d'engagement politique essentiel pour promouvoir une transformation inclusive des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique. La PPVC répond à un défi politique persistant auquel les gouvernements sont confrontés : comment allouer les ressources publiques limitées aux chaînes de valeur et aux interventions qui offrent le meilleur retour sur investissement en termes de croissance, d'inclusion, de résilience et d'efficacité budgétaire ? Plutôt que de privilégier des interventions ponctuelles et ciblées, la PPVC adopte une approche systémique et axée sur le marché, intégrant les réalités des exploitations agricoles à la modélisation de l'économie dans son ensemble, aux incitations du secteur privé et aux considérations de faisabilité politique.

Depuis 2017, le PPVC a été mis en œuvre dans plusieurs pays africains, dont la Zambie, le Ghana, le Malawi, le Kenya, la Tanzanie et l'Éthiopie. Des analyses approfondies ont été menées sur plus d'une douzaine de chaînes de valeur prioritaires. Ce cadre combine diagnostic des chaînes de valeur, modélisation d'équilibre partiel et d'équilibre général calculable (EGC), et concertation structurée avec les parties prenantes afin d'évaluer à la fois les avantages pour le développement (réduction de la pauvreté, emplois, alimentation, équité) et la rentabilité (compétitivité, potentiel de mise à l'échelle, attractivité des investissements) des différentes options politiques et d'investissement. Cette double approche permet aux gouvernements de distinguer les chaînes de valeur qui justifient un

investissement public soutenu de celles qui sont mieux placées pour une croissance tirée par le secteur privé.

Surtout, le PPVC a démontré une influence croissante sur les politiques publiques, au-delà de ses seuls résultats analytiques. En Zambie, ses conclusions ont éclairé la révision du Plan de développement de l'élevage et contribué directement aux réformes législatives et réglementaires du secteur bovin, notamment l'élaboration de normes de classement des carcasses et de mesures de biosécurité axées sur l'exportation. Au Ghana, les classements et les analyses approfondies du PPVC ont aidé les décideurs politiques à réévaluer les priorités établies de longue date en matière de chaînes de valeur, en recentrant l'attention sur des réformes ayant un impact plus important sur la productivité et l'inclusion, plutôt que sur des interventions politiquement pertinentes mais peu efficaces. Des initiatives similaires au Malawi, au Kenya et en Tanzanie ont renforcé la capacité des gouvernements à exploiter les données, amélioré la crédibilité des données probantes utilisées dans l'élaboration des politiques et favorisé des partenariats plus étroits entre les ministères, les groupes de réflexion et les acteurs du secteur privé.

Dans tous les contextes, une leçon constante se dégage : l'impact transformateur dépend non seulement de la qualité des analyses, mais aussi de l'adhésion durable des pouvoirs publics, de la cohérence des politiques et d'un environnement de réforme prévisible. L'accent mis par le PPVC sur la mise en œuvre séquentielle des réformes, leur suivi et leur alignement institutionnel en fait un outil pratique pour faire le lien entre l'analyse et l'action, aidant ainsi les gouvernements à passer de mesures fragmentées et à court terme à des trajectoires de réforme intégrées qui mobilisent les investissements privés et produisent des résultats inclusifs sur le long terme.

3.5. Actions prioritaires clés pour promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des politiques

Les discussions sur les analyses approfondies des chaînes de valeur au Ghana et en Zambie ont fourni des indications essentielles sur ce que les groupes de réflexion politique tels que l'IAPRI et l'ISSER doivent faire respectivement au Ghana et en Zambie.

3.5.1. Matrice d'action pour l'ISSER dans la chaîne de valeur du riz au Ghana

La matrice d'action du Ghana pour le riz témoigne d'une volonté de privilégier les réformes axées sur la productivité et le système de marché plutôt que les interventions centrées sur les prix ou les importations. Les données du PPVC démontrent que les progrès à long terme vers l'autosuffisance reposent sur l'augmentation des rendements, la réduction des pertes après récolte et l'amélioration de la constance de la qualité, plutôt que sur les seules restrictions commerciales ou subventions. **Le tableau 5** présente un ensemble d'actions prioritaires que l'ISSER et ses partenaires peuvent entreprendre pour appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de réformes politiques visant à améliorer et moderniser la chaîne de valeur du riz.

Tableau 5: Matrice d'action politique relative à la chaîne de valeur du riz au Ghana

Domaine de la réforme des politiques	Actions prioritaires requises par le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana	ISSER et soutien aux partenaires
Transformation du riz axée sur la productivité	• Investissements prioritaires visant à améliorer les rendements (semences, entretien de l'irrigation, mécanisation) • Rééquilibrer les dépenses en passant du contrôle des prix aux leviers de productivité	• Fournir une modélisation de l'impact sur la productivité et une analyse coûts-avantages • Soutenir le ministère des Affaires étrangères dans la planification des réformes pour un rendement maximal
Réduction des pertes après récolte et amélioration de la qualité	• Investissez dans des systèmes de séchage, de stockage et de mouture de qualité. • Renforcer les normes et la certification du riz domestique	• Générer des données probantes sur la réduction des pertes et les primes de qualité • Apporter un soutien aux organismes de normalisation grâce à des analyses sur les préférences des consommateurs
coordination du système de marché	• Garantir un approvisionnement régulier en paddy aux usines grâce à des accords de regroupement et de contractualisation. • Améliorer l'accès au financement pour les agriculteurs et les transformateurs	• Faciliter le dialogue entre les agriculteurs, les meuniers et les financiers • Fournir des diagnostics sur le financement de la chaîne de valeur
La gestion des importations alignée sur la compétitivité	• Éviter les restrictions générales à l'importation ; aligner les mesures commerciales sur les gains de productivité	• Modélisation des compromis entre protection, prix et bien-être • Conseiller sur les voies de transition vers la compétitivité

Les actions prioritaires présentées dans **le tableau 5** mettent l'accent sur un investissement coordonné dans la production, la manutention après récolte et les circuits de commercialisation, reconnaissant que la capacité de transformation et la demande des consommateurs ne peuvent être maintenues sans un approvisionnement fiable en paddy et une garantie de qualité. Le tableau souligne également l'importance des mécanismes financiers et de regroupement pour soutenir les liens entre agriculteurs et transformateurs. Le rôle de soutien de l'ISSER consiste à fournir les bases analytiques pour la mise en œuvre séquentielle des réformes, à évaluer les compromis entre protection et compétitivité et à faciliter le dialogue entre le gouvernement, les meuniers privés et les bailleurs de fonds.

3.5.2. Matrice d'action pour l'IAPRI dans les chaînes de valeur du soja et du bœuf en Zambie

La matrice d'action pour la filière bovine met en évidence une transformation profonde, passant d'un élevage de subsistance à une chaîne de valeur compétitive et tournée vers l'exportation. Les conclusions du PPVC démontrent que les contraintes du secteur bovin zambien sont structurelles et liées à la biosécurité, au classement des carcasses et aux infrastructures, plutôt qu'à la demande. Par conséquent, les actions prioritaires visent à établir des zones de production biosécurisées , des systèmes de classement des carcasses transparents et des infrastructures de transformation modernes.

Ces réformes visent à valoriser la qualité, à réduire l'incertitude du marché et à attirer les investissements privés, tout en générant d'importantes retombées positives sur l'emploi et la réduction de la pauvreté. **Tableau 6**souligne également l'importance de la coordination institutionnelle entre les systèmes d'élevage, de commerce et de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Le rôle d'ANAPRI consiste principalement à fournir la justification analytique de ces réformes, à appuyer l'élaboration de la réglementation et à faciliter les partenariats public-privé pour financer et mettre en œuvre la modernisation des infrastructures.

Tableau 6: Matrice d'action politique relative à la chaîne de valeur du bœuf et du soja en Zambie

	Domaine de la réforme des politiques	Actions prioritaires requises par le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Élevage et de la Pêche	ANAPRI et soutien aux partenaires
chaîne de valeur du bœuf	**Préparation à la production et à l'exportation en matière de biosécurité**	• Créer des compartiments exempts de maladies • Mettre en place des systèmes transparents de classement et de tarification des carcasses	• Fournir une analyse d'impact réglementaire et des études de marché à l'exportation • Soutenir le développement des normes et des institutions d'évaluation
	modernisation de l'infrastructure de la chaîne de valeur	• Investissez dans les abattoirs, la chaîne du froid et la logistique. • Offrir des incitations fiscales à l'investissement privé	• Élaborer des analyses de rentabilité et des propositions de financement mixte • Soutenir la structuration des PPP et l'engagement des investisseurs
	Coordination institutionnelle	• Harmoniser la politique d'élevage, les normes SPS et les stratégies commerciales	• Faciliter les plateformes de coordination interministérielles • Suivre l'avancement de la mise en œuvre et les points de blocage
Chaîne de valeur du soja	**Soutien ciblé à l'entrée « Pack Soja»**	• Introduire un ensemble d'intrants spécifiques au soja (semences, engrais, chaux, inoculant). • Distribuer par le biais de systèmes de bons électroniques pour réduire les pertes.	• Fournir les paramètres de conception et l'analyse d'impact fiscal • Soutenir le pilotage et l'évaluation de l'emballage au soja
	renforcement du système semencier	• Mettre en place et opérationnaliser une taxe sur les technologies semencières • Les fonds sont alloués à la recherche et au développement variétal et à la commercialisation.	• Soutenir la conception des prélèvements et les cadres de gouvernance • Relier les systèmes de recherche nationaux à l'innovation semencière régionale
	Demande en aval (volaille et aliments pour animaux)	• Réformer la TVA sur la volaille et lutter contre les risques de dumping • Alignement des politiques d'élevage et de cultures	• Modèles de liens et de retombées entre l'alimentation animale, l'élevage et les cultures • Faciliter la coordination interministérielle (agriculture, commerce, finances)
	prévisibilité de la politique commerciale	• Supprimer les interdictions d'exportation ponctuelles • Communiquer clairement les règles d'exportation aux producteurs et aux transformateurs	• Fournir une modélisation des scénarios d'exportation et une analyse de la stabilité des prix • Appuyer les consultations des parties prenantes sur les réformes commerciales
	Énergie pour l'agro - transformation	• Prioriser l'alimentation électrique des concasseurs • Soutenir les PPP pour la modernisation des réseaux et les énergies renouvelables	• Fournir des analyses de rentabilité des investissements dans les infrastructures et des modèles de financement

La matrice d'action du soja illustre comment des réformes séquentielles et synergiques peuvent favoriser une croissance inclusive au sein d'une chaîne de valeur en pleine expansion. Plutôt que de considérer les subventions aux intrants, la politique commerciale et les contraintes de transformation comme des problèmes isolés, les données de la PPVC les appréhendent comme des leviers interdépendants qu'il convient d'agir conjointement afin d'éviter des conséquences imprévues.

L'accent mis sur un « pack soja » ciblé, le financement du système semencier et une politique d'exportation prévisible reflète la nécessité d'accroître simultanément la productivité des petits exploitants, de stimuler la demande en aval et de maintenir la stabilité des prix. Le tableau montre notamment comment les réformes des chaînes de valeur connexes (en particulier la volaille) peuvent créer une demande qui améliore la rentabilité de l'ensemble du système soja. Le rôle d'ANAPRI est d'appuyer la conception des réformes, l'évaluation fiscale et la coordination des parties prenantes, afin de garantir que les gains de productivité se traduisent par une participation durable au marché et des retombées positives pour l'ensemble de l'économie.

3.5.3. Actions prioritaires pour l'ANAPRI

La matrice d'action de l'ANAPRI met en lumière les réformes fondamentales pour une transformation systémique de l'agriculture à travers les pays et les chaînes de valeur. Au cœur de cette approche se trouve l'institutionnalisation d'une priorisation fondée sur des données probantes, garantissant que les ressources publiques limitées soient allouées aux chaînes de valeur et aux interventions présentant les meilleurs rendements combinés en termes de croissance, d'inclusion et de résilience. L'accent mis sur la cohérence et la prévisibilité des politiques reflète le constat constant des conclusions du PPVC : l'investissement privé et les gains de productivité dépendent d'environnements politiques stables et structurés, et non d'interventions ponctuelles.

Le tableau 7 souligne également l'importance du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage (SEA) en tant que fonction essentielle de la réforme, permettant aux gouvernements de vérifier si les politiques adoptées produisent les résultats escomptés et de rectifier le tir si nécessaire. Le rôle de l'ANAPRI dans ces actions est de servir de point d'ancrage technique et de plateforme de concertation, de traduire les analyses en orientations pertinentes pour les politiques, de soutenir l'apprentissage entre pays et de renforcer la coordination public-privé pour la mise en œuvre des réformes.

Tableau 7: Actions prioritaires d'ANAPRI pour la mise en œuvre des recommandations politiques relatives au PPVC

Domaine de la réforme des politiques	**Actions prioritaires requises par le gouvernement**	**L'ANAPRI et soutien aux partenaires (groupes de réflexion, secteur privé, personnes désignées)**
Priorisation des chaînes de valeur fondée sur des données probantes	• Institutionnaliser le classement de type PPVC dans les plans nationaux d'investissement agricole et les MTEF • Aligner les allocations budgétaires sur les chaînes de valeur à fort impact plutôt que sur des listes à visée politique.	• Fournir des analyses, des classements et une modélisation de scénarios PPVC • Fournir aux ministères des notes techniques et des notes d'alignement budgétaire • Faciliter l'apprentissage entre pairs entre pays (par exemple Zambie, Ghana, Malawi)

Cohérence et prévisibilité des politiques	• Réduire les interventions ponctuelles en matière de commerce et de prix • Mettre en place des cadres politiques transparents et fondés sur des règles pour les chaînes de valeur prioritaires	• Suivre la cohérence des politiques et leurs impacts grâce à des tableaux de bord de surveillance. • Mettre en place des plateformes de dialogue public-privé pour faire émerger les risques et les ajustements politiques.
Suivi, évaluation et apprentissage (SEA)	• Suivi des résultats des mandats pour les réformes adoptées (rendements, emplois, prix, inclusion) • Utiliser des données probantes pour rectifier le tir des politiques	• Concevoir et mettre en œuvre des cadres MEL PPVC • Élaborer des tableaux de bord annuels d'impact des politiques et des notes d'apprentissage
Coordination public-privé	• Formaliser les plateformes de PPP pour les chaînes de valeur prioritaires • Utiliser les investissements publics pour attirer les capitaux privés	• Faciliter les partenariats entre les gouvernements, les financiers et les acteurs de la chaîne de valeur • Fournir des analyses et des évaluations des risques prêtes à l'investissement

Le tableau 7 montre comment les données probantes relatives au PPVC se traduisent par des pistes de réforme claires et applicables. Le leadership gouvernemental est essentiel à l'adoption de ces réformes, mais le rôle de l'ANAPRI en tant que partenaire d'analyse, de concertation et de mise en œuvre, travaillant de concert avec le secteur privé et les partenaires au développement, est fondamental pour garantir que les réformes passent du stade de simples recommandations à celui de transformations concrètes et inclusives.

4. Application des analyses climatiques avancées à la planification des politiques et des investissements : enseignements tirés de l'Atlas d'adaptation de l'agriculture africaine

4.1. Contexte de la session

Cette session a examiné le rôle de l'analyse climatique avancée dans le renforcement de l'élaboration des politiques agricoles et de la planification des investissements en Afrique, en s'appuyant sur l'Atlas africain d'adaptation de l'agriculture (AAAI). Cet Atlas est une plateforme analytique en ligne, accessible au public, qui intègre des données spatialisées sur les risques climatiques, l'exposition des systèmes agricoles et des populations, ainsi que les capacités d'adaptation, notamment des données probantes sur l'efficacité des interventions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Face à l'accroissement de la variabilité climatique et aux exigences croissantes d'une agriculture climato-intelligente, la session a souligné la nécessité d'outils prospectifs et fondés sur des données probantes pour appuyer la prise de décision à long terme aux niveaux national et infranational. Elle a également tiré des enseignements des tests utilisateurs structurés et des applications de l'Atlas au niveau national, démontrant comment les données climatiques spatiales peuvent se traduire en informations exploitables pour l'élaboration de politiques. Une attention particulière a été portée à la facilité d'utilisation, à l'adoption institutionnelle, à l'analyse tenant compte des questions de genre et à l'intégration de l'Atlas dans les processus de planification et d'investissement existants.

4.1.1. Objectifs de la session

- Présenter l'Atlas de l'adaptation de l'agriculture africaine comme un outil pratique d'aide à la décision pour l'adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets et la planification des investissements.
- Présenter les enseignements tirés des tests utilisateurs récents et du perfectionnement de la plateforme, notamment les améliorations apportées aux fonctionnalités et à la pertinence des politiques.
- Démontrer comment l'analyse spatiale du climat peut être appliquée pour éclairer la planification agricole nationale, infranationale et sectorielle.
- Promouvoir une adoption plus large de l'Atlas auprès des décideurs politiques, des institutions de recherche et des partenaires au développement africains ; et
- Mettre en lumière les applications de l'Atlas tenant compte des questions de genre dans l'identification des risques climatiques, des besoins d'investissement et des stratégies d'adaptation inclusives.

4.1.2. Principaux contributeurs et participants

Cette session a réuni des développeurs de plateformes, des instituts de recherche en politiques publiques, des agences techniques régionales, des partenaires au développement et des représentants gouvernementaux, reflétant une approche multipartite de la prise de décision éclairée par le climat.

- **Modérateur :** George Njuguna (SAF-A)
- **Allocution d'ouverture :** Alan Rennison (Fondation Gates), soulignant l'importance stratégique de l'analyse climatique pour orienter la transformation agricole à long terme et la priorisation des investissements .
- **Présentation de la plateforme technique :** Brayden Youngberg (CIAT) a présenté l'architecture d'Atlas, les carnets analytiques et les enseignements tirés des commentaires des utilisateurs.
- **Recherche sur les politiques et applications concrètes :** le professeur Thinah Moyo (ANAPRI) présente des applications de l'Atlas dans huit pays africains et démontre sa pertinence pour la réforme des politiques et le ciblage des investissements.
- **Perspectives des partenaires et des régions :**
    - Telvin Denje (AGNES) sur l'amélioration de l'utilisabilité auprès des décideurs et des négociateurs.
    - Josphat Makanga (RCMRD) sur l'intégration infranationale de l'analyse climatique au Kenya.
    - Bereket Fitsum (ATI) sur le déploiement et la personnalisation de l'Atlas pour la prise de décision agricole en Éthiopie.
- **Points de vue du gouvernement:** Hauts fonctionnaires du Malawi (Doshanie) (Kadokera), Tanzanie (Longino Chrisante), Kenya (Lily Chebet Kiptoo), Rwanda (Dr. Chantal Ingabire) et Ghana (Frank Kwesi Nansam-Aggrey), qui ont partagé leurs expériences sur l'adoption de l'Atlas dans les processus nationaux de planification, de budgétisation et de financement climatique.

4.2. Contexte de la session

Le changement climatique continue d'aggraver les risques qui pèsent sur les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance ruraux et la stabilité économique de l'Afrique. L'agriculture Africaine, dominée par les petits exploitants, demeure particulièrement

vulnérable aux bouleversements climatiques, à la récurrence des phénomènes météorologiques extrêmes et à la dégradation progressive de l'environnement. Ces pressions ont accentué le besoin d'outils analytiques robustes et fondés sur des données probantes afin d'appuyer l'élaboration de politiques, la planification des investissements et la prise de décisions éclairées en matière d'adaptation au changement climatique.

En tant que réseau continental de recherche de premier plan sur les politiques climatiques, l'ANAPRI a joué un rôle central dans le développement de l'analyse climatique et le renforcement des capacités de l'Afrique en matière de planification adaptée au climat. Les travaux antérieurs menés dans le cadre de l'Initiative d'action globale pour le climat (CACCI), financée par l'USAID, ont jeté des bases importantes en démontrant comment les données spatiales et économiques peuvent éclairer la prise de décisions climato-intelligentes. Bien que la CACCI ait pris fin avec l'arrêt du financement de l'USAID, l'ANAPRI a maintenu et élargi son portefeuille de recherche sur le climat grâce à des partenariats stratégiques et à des innovations, notamment la création de l'Atlas africain de l'adaptation de l'agriculture.

L'Atlas de l'adaptation est une plateforme en ligne dynamique d'aide à la décision qui intègre des données spatiales, des modèles analytiques et des visualisations interactives. Elle permet aux utilisateurs d'examiner les risques climatiques, d'évaluer l'exposition des petits exploitants agricoles et d'estimer l'impact potentiel des interventions d'adaptation à grande échelle. Soutenu par l' équipe Développement agricole (AgDev) de la Fondation Bill & Melinda Gates, l'Atlas a fait l'objet d'une étude utilisateur structurée afin de favoriser son adoption, d'évaluer son ergonomie et de recueillir des informations en vue de son amélioration.

La phase de tests utilisateurs a été coordonnée par un réseau d'institutions africaines, sous l'égide de la Sustainable Agriculture Foundation-Africa (SAF-A), une organisation à but non lucratif qui œuvre pour le développement d'une agriculture climato-intelligente et l'autonomisation des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées. La SAF-A a assuré la supervision stratégique et veillé à ce que le processus de test soit aligné sur l'objectif plus large d'évaluer l'utilité de l'Atlas pour les décideurs et les praticiens africains chargés de l'adaptation au changement climatique, de la planification et de la définition des priorités.

L'Alliance entre Bioversity International et le CIAT, en tant que partenaire technique clé et développeur de la plateforme, a joué un rôle essentiel dans le soutien du processus de test. Ses contributions ont notamment consisté à faciliter des évaluations approfondies des jeux de données et des cahiers d'analyse de l'Atlas, à intégrer les retours des utilisateurs et à perfectionner les fonctionnalités de la plateforme afin d'en accroître la pertinence pour les applications concrètes en matière de politiques, de planification et de financement.

Le processus de test a privilégié le renforcement des capacités, l'intégration des résultats de l'Atlas dans les processus institutionnels et la collecte systématique des retours d'expérience des utilisateurs. Dans les pays participants, ces derniers ont constaté des améliorations notables dans leur capacité à interpréter les informations sur les risques climatiques, à transformer des ensembles de données complexes en informations exploitables et à appliquer ces outils à des décisions concrètes en matière de politiques et d'investissement. L'initiative a démontré que, combiné à des partenariats institutionnels solides et à une formation ciblée, l'Atlas de l'adaptation peut considérablement renforcer la capacité de l'Afrique à concevoir, prioriser et financer des interventions agricoles résilientes face au climat.

4.3. Applications de test utilisateur de l'Atlas africain de l'adaptation

L'Atlas de l'adaptation agricole en Afrique est une plateforme d'aide à la décision dynamique et interactive conçue pour aider les gouvernements et les institutions africaines à planifier et à prioriser les investissements agricoles adaptés au climat. En intégrant diverses données climatiques et socio-économiques, l'Atlas fournit des informations sur l'évolution des risques climatiques, l'exposition et la vulnérabilité des petits exploitants agricoles, ainsi que sur la capacité d'adaptation des systèmes agricoles. Il constitue un outil fondamental pour l'élaboration de stratégies d'adaptation nationales et régionales, l'orientation des décisions d'investissement et la contribution aux réformes politiques.

L'Atlas propose plusieurs niveaux d'interaction : tableaux de bord interactifs et articles thématiques clés ; jeux de données téléchargeables et intégrables aux systèmes d'information géographique (SIG) locaux ; et la possibilité pour les institutions de personnaliser la plateforme selon leurs besoins analytiques. Concrètement, les utilisateurs se servent de l'Atlas pour analyser les risques climatiques, évaluer la rentabilité des options d'adaptation, évaluer les vulnérabilités liées au genre, cartographier l'adéquation des cultures aux climats futurs et générer des analyses à l'échelle des districts. Ces applications permettent aux décideurs politiques d'aligner les actions d'adaptation sur les réalités locales et de concevoir des interventions plus ciblées et fondées sur des données probantes. **Le tableau 8** présente les différentes applications de l'Atlas par divers partenaires.

Tableau 8: Résumé des rôles des partenaires, des applications et des résultats de l'Initiative pour l'Atlas d'adaptation de l'agriculture en Afrique

Partenaire	Description des partenaires	Comment ils ont appliqué l'Atlas	Principaux résultats
ANAPRI – Réseau africain des instituts de recherche sur les politiques agricoles	Un réseau continental de groupes de réflexion sur les politiques agricoles, actif dans plus de 15 pays africains, qui soutient les décisions politiques et d'investissement fondées sur des données probantes.	• J'ai mené des tests en conditions réelles de l'Atlas dans 8 pays. • Intégration des analyses Atlas dans les études de la chaîne de valeur et les évaluations des risques climatiques. • J'ai organisé des ateliers de renforcement des capacités avec le CIAT pour les centres membres . • Utilisation des données d'Atlas dans la modélisation PPVC et la recherche politique au sens large.	• Huit cas tests au niveau national (par exemple, localisation du NAP au Ghana ; CBA sur la banane au Malawi ; stratégie d'adaptation des petits exploitants au Rwanda). • Renforcement des capacités institutionnelles des centres de l'ANAPRI . • Analyses tenant compte du genre avec des données désagrégées par sexe. • Utilité démontrée d'Atlas pour l'investissement et la planification en matière d'adaptation au changement climatique.
AGNES – Groupe africain de négociateurs – Soutien d'experts	Un groupe de réflexion continental sur les politiques climatiques, qui soutient la voix de l'Afrique dans les négociations climatiques mondiales et promeut	• programme de mobilisation de 14 mois visant à renforcer l'adoption de l'Atlas par les acteurs scientifiques et politiques. • Nous avons mené des tests scientifiques structurés avec des climatologues, des agronomes, des socio-	• Amélioration de la robustesse scientifique et de la pertinence politique des ensembles de données et des carnets de notes Atlas. • Des décideurs politiques, des OSC, le secteur privé et des praticiens formés à

Partenaire	Description des partenaires	Comment ils ont appliqué l'Atlas	Principaux résultats
	l'intégration des sciences et des politiques climatiques.	économistes et de jeunes scientifiques. • A facilité quatre réunions politiques sous-régionales impliquant 43 pays africains.	l'application de l'Atlas à la planification de l'adaptation. • Renforcement du lien entre la science du climat et la mise en œuvre des politiques.
ATI – Institut de transformation agricole (Éthiopie)	L'agence de transformation agricole de l'Éthiopie s'est concentrée sur l'accélération de la croissance et l'amélioration de la planification et de la coordination agricoles.	• Nous avons cloné la plateforme Atlas et le CMS Sanity pour un hébergement national. • localisées intégrées (données régionales, zonales et au niveau du woreda). • La plateforme a été adaptée aux langues locales et au contexte climatique et agricole éthiopien. • Réalisation de consultations auprès des parties prenantes et intégration des données tenant compte du genre.	• Un atlas entièrement personnalisé et spécifique à l'Éthiopie, hébergé sur les serveurs d'ATI. • Couverture des données élargie pour la planification infranationale. • Meilleure prise en compte des données ventilées par sexe. • Création d'un socle pour la planification des investissements de l'Éthiopie tenant compte du climat.
RCMRD – Centre régional de cartographie des ressources pour le développement	Une organisation intergouvernementale fournissant des services d'observation de la Terre et de géospatial à plus de 20 pays d'Afrique de l'Est et australe.	• Utilisation des ensembles de données géospatiales d'Atlas pour soutenir le programme BETA du Kenya, les CIDP et les stratégies climato-intelligentes des comtés. • Nous avons mobilisé 38 comtés pour utiliser l'Atlas à des fins de profilage des risques climatiques et de planification de l'adaptation des chaînes de valeur. • Intégration de l'analyse de genre et des composantes de suivi et d'évaluation dans les travaux menés au niveau des comtés.	• Analyse des risques climatiques et des mesures d'adaptation au niveau des comtés. • Produits de connaissances : bulletins, fiches d'information, études de faisabilité et critères de sélection d'entreprises tenant compte des questions de genre. • Renforcement des capacités du comté à produire ses propres produits d'information climatique à des fins de planification et de politique.
CIAT – Alliance de Bioversity International et du CIAT	Une organisation mondiale de recherche Fournir une expertise technique en matière d'analyse climatique, de modélisation agricole et de systèmes de données.	• Développeur technique principal de la plateforme Atlas et des notebooks analytiques. • Prise en charge des tests utilisateurs structurés et de l'amélioration des ensembles de données, des modèles et des outils de visualisation . • Intégration des retours utilisateurs pour améliorer les fonctionnalités destinées aux décideurs.	• Amélioration de la convivialité, de la précision et de la puissance analytique des outils Atlas. • Amélioration de l'intégration d'Atlas dans les flux de travail institutionnels des partenaires. • Documentation et orientations techniques élargies pour la modélisation climatique et l'analyse de l'adaptation.

La mise en œuvre et l'expérimentation de l'Atlas d'adaptation de l'agriculture africaine ont réuni une coalition diversifiée d'instituts de recherche, d'organisations techniques et de centres régionaux africains, dont les rôles complémentaires ont considérablement renforcé la pertinence et l'impact de la plateforme. ANAPRI a piloté l'application pratique de l'Atlas dans huit pays, démontrant son utilité pour l'analyse des risques climatiques, la planification des investissements et l'élaboration de politiques sensibles au genre. AGNES a élargi

l'adoption des connaissances scientifiques et politiques grâce à des initiatives à l'échelle du continent, comblant ainsi le fossé entre la recherche et la prise de décision. ATI a adapté l'Atlas aux besoins de planification infranational de l'Éthiopie, tandis que le RCMRD a mis à profit son expertise géospatiale pour renforcer la planification de l'adaptation au niveau des comtés au Kenya. Le CIAT, en tant qu'architecte technique, a assuré l'amélioration continue des ensembles de données, des modèles et des outils. Ensemble, ces partenaires ont validé l'Atlas comme une plateforme évolutive et contextuelle, capable d'éclairer la transformation de l'agriculture face au climat en Afrique.

4.4. Influence politique, diffusion auprès des utilisateurs et mise à l'échelle continentale

L'Atlas de l'adaptation agricole en Afrique a été conçu comme une plateforme dynamique et fondée sur des données probantes afin d'aider les gouvernements et les institutions africaines à renforcer la conception de politiques climato-intelligentes, la planification de l'adaptation et la priorisation des investissements . En intégrant des ensembles de données sur les aléas climatiques spatiaux, les vulnérabilités socio-économiques, l'exposition des cultures et du bétail et les solutions d'adaptation, l'Atlas vise à transformer la manière dont les pays africains abordent la résilience climatique dans l'agriculture. Sa mise en œuvre s'est concentrée sur trois axes d'impact principaux : l'influence sur les politiques, la large diffusion et le déploiement à l'échelle continentale.

4.4.1. Influence politique : Intégrer l'analyse climatique dans la prise de décision aux niveaux national et infranational

Dans tous les pays partenaires, l'Atlas a démontré sa grande valeur pour l'élaboration de politiques tenant compte des enjeux climatiques. Par l'intermédiaire des centres ANAPRI et d'autres partenaires techniques, l'outil a été appliqué à des problématiques politiques concrètes, illustrant comment l'information sur les risques climatiques peut renforcer les stratégies nationales et les décisions d'investissement. Au Malawi, les données de l'Atlas ont permis d'éclairer l'évaluation de la chaîne de valeur de la banane sensible au climat, révélant l'impact de l'exposition aux aléas sur la rentabilité des investissements. Au Rwanda, l'outil a guidé l'intégration des risques climatiques dans le programme de technologies d'irrigation à petite échelle (SSIT) . Le Kenya a utilisé l'Atlas pour affiner ses décisions d'adaptation spécifiques aux cultures, en alignant la planification agricole sur les profils de vulnérabilité climatique. En Ouganda, les analyses de l'Atlas ont été appliquées à sa stratégie d'atténuation des risques liés à l'élevage, tandis qu'en Zambie, les données probantes ont permis de renforcer l'engagement parlementaire grâce à des notes d'orientation basées sur l'Atlas. Le Botswana a utilisé l'outil au niveau des collectivités locales pour appuyer la planification de l'adaptation au niveau des districts. Ces expériences ont mis en lumière la capacité de l'Atlas à ancrer les processus politiques dans des diagnostics de risques spécifiques à chaque lieu, garantissant ainsi que les interventions soient fondées sur des données probantes et adaptées aux réalités locales.

4.4.2. Diffusion : élargir l'accès et bâtir une communauté d'utilisateurs diversifiée

L'un des principaux succès de l'initiative Atlas réside dans la large diffusion de la plateforme auprès des communautés de recherche, de politiques publiques, universitaires et de praticiens. Les think tanks membres d'ANAPRI ont été parmi les premiers à adopter l'Atlas,

l'intégrant à leurs modèles analytiques et à leurs évaluations de chaînes de valeur dans huit pays : le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Nigéria, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. D'autres partenaires de mise en œuvre, tels qu'AGNES, ATI et RCMRD, ont étendu la portée de l'Atlas grâce à des tests scientifiques, des adaptations locales et des applications à l'échelle des comtés. La base d'utilisateurs s'est rapidement élargie pour inclure les instituts de recherche nationaux, les universités, les ministères, les administrations provinciales et les planificateurs de district. Des sessions de formation à plusieurs niveaux ont permis aux décideurs, aux techniciens et aux chercheurs d'acquérir les compétences nécessaires pour utiliser l'Atlas dans leurs tâches de planification et d'évaluation. Cette communauté d'utilisateurs diversifiée et croissante illustre la force de l'Atlas en tant qu'outil flexible et accessible, répondant à de multiples besoins d'analyse et de prise de décision sur le continent.

4.4.3. Étendre l'ATLAS : vers un écosystème continental d'aide à la décision pour une agriculture résiliente au climat

Fort du succès rencontré dans les pays pilotes, l'Atlas bénéficie désormais d'une plateforme continentale d'intérêt public, grâce aux efforts déployés par ses partenaires pour être étendu à l'ensemble du continent. Cette dynamique positive a conduit à la proposition d'une initiative Atlas 2.0, visant à améliorer les fonctionnalités de la plateforme, à enrichir les ensembles de données, à optimiser l'expérience utilisateur et à élargir la participation des pays. Afin de concrétiser ces ambitions, ANAPRI et SAF-A ont formalisé une collaboration à long terme par le biais d'un protocole d'accord, jetant ainsi les bases d'un consortium multi-institutionnel qui pilotera la prochaine phase de développement de l'Atlas. L'objectif est de créer un écosystème intégré à l'échelle du continent africain, où décideurs politiques, chercheurs, partenaires au développement et collectivités locales utiliseront régulièrement l'Atlas pour éclairer leurs décisions politiques, leurs stratégies d'investissement et leurs plans d'adaptation au changement climatique. Cette vision d'extension positionne l'Atlas comme un instrument central pour soutenir la résilience climatique et la transformation agricole à l'échelle du continent.

5. Perspectives agricoles de l'Afrique : une approche systémique et prospective

5.1. Contexte de la session

Cette session a exploré comment la pensée systémique et la prospective stratégique peuvent contribuer à façonner les perspectives agricoles de l'Afrique et à soutenir une transformation agroalimentaire cohérente et adaptée à l'avenir. Organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Réseau africain des instituts de recherche sur les politiques agricoles (ANAPRI), elle répondait au constat croissant que des politiques fragmentées et des interventions à court terme sont insuffisantes pour relever les défis complexes et interdépendants auxquels sont confrontés les systèmes agroalimentaires africains.

La session a présenté l'approche systémique de la FAO en matière de transformation agroalimentaire, qui met l'accent sur la gouvernance intégrée, l'investissement et l'apprentissage intersectoriel, et a exposé les conclusions du projet de Rapport de prospective stratégique régional pour l'Afrique subsaharienne (RSFR). Lors d'un exercice plénier interactif, les participants ont formulé des commentaires structurés sur les tendances

à long terme, les risques émergents et les « facteurs de transformation » qui façonneront les systèmes alimentaires africains à l'horizon 2050. Afin de faire le lien entre prospective et mise en œuvre, la session a présenté des outils pratiques d'analyse des politiques, notamment l'outil d'optimisation des politiques (PolOpT) de la FAO et la plateforme d'analyse des décisions en matière de politiques alimentaires et agricoles (FAPDA), démontrant ainsi comment la pensée systémique peut être opérationnalisée dans les cadres nationaux de planification et de dépenses. La session a positionné l'ANAPRI comme un partenaire clé pour le déploiement à plus grande échelle de ces approches grâce à l'analyse collaborative, la validation des données et l'engagement politique, en accord avec la stratégie et le plan d'action du PDDAA (2026-2035).

5.1.1. Objectifs de la session

- Démontrer comment la pensée systémique et la prospective peuvent guider la transformation à long terme du système agroalimentaire en Afrique.
- Présenter et valider les principaux enseignements du projet de rapport de prospective stratégique régionale pour l'Afrique subsaharienne, notamment les facteurs moteurs, les leviers d'action et les premiers signes de changement.
- Recueillir les commentaires structurés des parties prenantes afin d'améliorer la pertinence et l'utilité politique du RSFR aux niveaux régional et national.
- Présenter les outils d'analyse des politiques de la FAO en particulier l'outil d'optimisation des politiques (PolOpT) et le FAPDA comme des instruments pratiques pour intégrer les approches systémiques dans les processus de planification et de budgétisation des pays ;
- Renforcer la collaboration entre la FAO et les centres membres d'ANAPRI afin d'étendre la prospective, l'analyse des politiques et le soutien consultatif fondé sur des données probantes à l'ensemble du continent.

5.1.2. Principaux contributeurs et participants

Cette session a réuni des experts de haut niveau de la FAO, des décideurs politiques, des représentants des agriculteurs et des chercheurs en politiques publiques, reflétant une perspective multidisciplinaire et multipartite sur la transformation agroalimentaire.

- **Co-animateurs :** M. Mark Fynn (Bureau régional de la FAO pour l'Afrique) et le Dr Antony Chapoto (ANAPRI)
- **Présentations clés :**
  - Dr Corinna Hawkes (siège de la FAO) sur la transformation de l'alimentation et de l'agriculture grâce à une approche systémique.
  - M. Pedro Morais de Sousa (siège de la FAO) sur les conclusions préliminaires du rapport de prospective stratégique régional pour l'Afrique subsaharienne.
- **facilitation interactive en séance plénière**
  - Le Dr Antony Chapoto (ANAPRI) anime un exercice structuré de rétroaction prospective avec les participants.
- **Modération du panel :** Dr Milu Muyanga (Michigan State University)
- **Intervenants :**
  - Dr Marco Sánchez (FAO) sur l' outil d'optimisation des politiques (PolOpT).
  - Mme Cecilia Nardi (FAO) sur la plateforme de suivi des politiques et de renseignement de la FAPDA.
  - Organisation panafricaine des agriculteurs).
  - M. Longino Christiane (Ministère de l'Agriculture, Tanzanie).
  - Dr Tinashe Kapuya (Secrétariat de l'ANAPRI).

- M. Sibusiso Nhlengethwa (AGRA).

- **Rapporteurs :**
  - M. Adama Taoko (Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale);
  - Dr Benjamin Oyelami (PILAF, Nigéria)

5.2. Contexte de la session

Pour anticiper l'avenir de l'agriculture africaine, il est indispensable d'adopter une approche analytique qui prenne en compte la nature interconnectée, dynamique et non linéaire des systèmes agroalimentaires. L'approche systémique offre cette perspective en examinant comment de multiples composantes, telles que le climat, les marchés, les sols, les technologies, la démographie, le commerce et les politiques, interagissent pour façonner les résultats dans l'espace et le temps. Plutôt que de traiter les défis agricoles de manière isolée, l'approche systémique met en évidence les interdépendances, les boucles de rétroaction et les compromis potentiels, permettant ainsi aux décideurs politiques de comprendre non seulement ce qui peut se produire, mais aussi pourquoi et dans quelles conditions différents scénarios émergent.

Lors de la 12e conférence annuelle de l'ANAPRI, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a examiné la pertinence des analyses présentées dans sa publication prospective intitulée « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture : moteurs et déclencheurs de transformation », qui décrit différents scénarios susceptibles de façonner le système alimentaire africain. La Conférence a également porté sur l'utilisation et l'application d'outils tels que la modélisation prospective, l'analyse de scénarios et la cartographie des systèmes, permettant d'explorer de multiples futurs possibles, allant du statu quo aux transformations impulsées par des investissements ciblés ou des réformes politiques.

5.3. Principaux défis, opportunités et facteurs qui façonnent les perspectives agricoles de l'Afrique

Les délibérations de la conférence ont souligné que les systèmes agroalimentaires africains se trouvent à un moment charnière, caractérisé par de profonds défis structurels mais aussi par des opportunités évidentes de transformation.

- **L'incohérence des politiques et la fragmentation des interventions** , conséquences des approches cloisonnées entre les secteurs, entravent la coordination et réduisent l'efficacité des investissements. Cette fragmentation souligne la nécessité d'une pensée systémique, une approche qui intègre les objectifs agricoles, environnementaux, commerciaux et sociaux dans une stratégie cohérente.

- **Priorisation dans un contexte budgétaire restreint** : les pays peinent toujours à identifier les réformes et les investissements ayant le plus grand impact sur la productivité, l'inclusion et la résilience. Les données issues des demandes de financement de la chaîne de valeur (PPVC) au Ghana et en Zambie montrent que même les chaînes de valeur à fort potentiel comme celles du bœuf, du soja et du riz – restent freinées par de faibles rendements, des politiques d'exportation incohérentes et des coûts logistiques élevés.

- **Le manque de données et de preuves** fragilise davantage la prise de décision. Si des plateformes comme le FAPDA de la FAO fournissent des informations importantes, elles

nécessitent une couverture régionale plus étendue et une validation plus poussée – un domaine où des réseaux comme l'ANAPRI peuvent jouer un rôle de catalyseur. Même lorsque des données probantes existent, **les lacunes en matière de capacités de mise en œuvre** et la faiblesse des liens entre la recherche et les politiques publiques limitent leur adoption, soulignant ainsi la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles et d'approfondir la collaboration entre les pouvoirs publics, les organismes de recherche et le secteur privé.

Pour l'avenir, les participants à la conférence ont mis en lumière plusieurs **facteurs** susceptibles d'influencer les perspectives agricoles à long terme de l'Afrique. **Le changement climatique et les chocs environnementaux** sont apparus comme les plus déterminants, suivis de près par **les mutations démographiques** , notamment la croissance démographique rapide et l'urbanisation . Ces deux forces devraient exercer une pression plus forte sur les systèmes alimentaires que les tendances technologiques ou celles du marché mondial à moyen terme. Le Rapport régional de prospective stratégique (RRPS) a suscité une réflexion sur différents scénarios possibles : « **Lutter pour suivre le rythme** » a été identifié comme le scénario le plus probable si l'inertie politique et le sous-investissement actuels persistent, ce qui impliquerait un creusement des déficits alimentaires, une dépendance accrue aux importations et une vulnérabilité grandissante.

Malgré ce constat préoccupant, des opportunités subsistent. Les parties prenantes ont identifié **le financement innovant et le développement des infrastructures** comme des leviers essentiels pour accélérer la transformation, de même qu'une **intégration commerciale régionale plus poussée** afin de libérer le potentiel du marché et d'en renforcer la résilience. Les participants ont souligné qu'un avenir durable exigera un leadership fort, notamment en investissant dans une agriculture climato-intelligente et les énergies renouvelables, en autonomisant les jeunes grâce à l'accès à la terre et au financement, en renforçant la ZLECAf et en institutionnalisant la prise de décision fondée sur les données.

Ensemble, ces constats révèlent des perspectives agricoles façonnées par les pressions climatiques, les changements démographiques et les choix de gouvernance, où des interventions proactives et fondées sur des données probantes pourraient faire passer l'Afrique de la vulnérabilité à la résilience et à une transformation à long terme.

5.4. Points d'action pour la pensée systémique et la prospective

Le tableau 9 présente une feuille de route stratégique permettant à l'ANAPRI et à ses centres de recherche de renforcer leur rôle dans la transformation agroalimentaire de l'Afrique, grâce à l'approche systémique et aux outils de prospective. Il identifie six domaines thématiques prioritaires axés non seulement sur l'approche systémique, la prospective et le déploiement à grande échelle des outils analytiques, mais aussi sur le renforcement des écosystèmes de données, le développement des capacités à long terme, l'approfondissement des liens entre recherche et politiques publiques et la mise en œuvre de leviers de transformation à fort impact.

Tableau 9: Domaines thématiques prioritaires de l'ANAPRI, axes de recherche en matière de politiques publiques et points d'action

Domaine thématique	Focus sur la recherche en politiques publiques	Points d'action pour ANAPRI et les centres de recherche
1. Opérationnalisation de la pensée systémique et de la prospective	Renforcer la cohérence des politiques agricoles en intégrant une approche systémique à la planification nationale, à la budgétisation et à la mise en œuvre du PDAAA. Utiliser des outils de prospective (par exemple, PolOpT de la FAO et RSFR) pour identifier les leviers d'action, les risques et les scénarios à long terme.	• Intégrer les méthodologies de la pensée systémique dans les évaluations agricoles nationales et les processus de domestication du PADA. • Élaborer des notes de prospective par pays en utilisant les méthodologies RSFR. • Former les décideurs et les analystes à appliquer les outils de prospective à l'élaboration des budgets et des stratégies. • Appuyer les gouvernements dans l'élaboration de stratégies adaptatives et à long terme pour les systèmes alimentaires.
2. Mise à l'échelle des cadres analytiques (PPVC, CBA, analyse des risques climatiques)	Développer l'utilisation des outils de PPVC, d'analyse coûts-avantages et d'évaluation des risques climatiques pour orienter les priorités d'investissement , le développement des chaînes de valeur et la réforme du marché.	• Étendre le PPVC à d'autres pays, chaînes de valeur et contextes infranationaux. • Intégrer des modules de gestion des risques climatiques (à l'aide des données analytiques d'Atlas) dans le PPVC. • Élaborer des études comparatives régionales mettant en évidence les priorités d'investissement au sein de chaînes de valeur similaires. • Fournir une assistance technique aux ministères pour l'intégration du PPVC dans la planification nationale des investissements.
3. Systèmes de données, plateformes de preuves et renseignement politique	Renforcer les écosystèmes de données nationaux et régionaux grâce à une meilleure production, validation et intégration des données avec des plateformes telles que le FAPDA de la FAO et l'Atlas de l'adaptation.	• Formaliser le rôle d'ANAPRI dans la fourniture et la validation des ensembles de données FAPDA et Atlas. • Élaborer des protocoles d'assurance qualité des données et des normes de métadonnées. • Créer des « tableaux de bord de données probantes » nationaux pour le suivi des résultats des politiques. • Effectuer des évaluations périodiques des lacunes en matière de données et coordonner les efforts de production de données probantes à l'échelle internationale.
4. Renforcement des capacités et développement des compétences à long terme	Renforcer les capacités institutionnelles pour produire des données probantes, réaliser des modélisations économiques, effectuer des analyses climatiques et interpréter les politiques au sein des centres de recherche et des agences gouvernementales.	• Développer la communauté de pratique (CoP) d'ANAPRI pour la modélisation, la prospective et le PPVC. • Assurer une formation interne continue aux chercheurs et aux décideurs politiques. • Élaborer des programmes de certification en partenariat avec les universités et la FAO. • Encadrer de jeunes économistes et analystes par le biais de bourses et de missions pratiques.
5. Renforcer les liens et les partenariats entre la	Renforcer les mécanismes de collaboration entre les pouvoirs publics, les institutions de	• Mettre en place des dialogues politiques nationaux structurés et des cliniques de données probantes.

Domaine thématique	Focus sur la recherche en politiques publiques	Points d'action pour ANAPRI et les centres de recherche
recherche et les politiques publiques	recherche, le secteur privé et les organisations agricoles afin de garantir que les données probantes se traduisent en actions.	• Renforcer les partenariats avec les CER, AUDA-NEPAD, la FAO, SAF-A, AGNES et ATI sur les réformes climatiques et des systèmes alimentaires. • Élaborer des notes d'orientation, des guides d'investissement et des outils adaptés aux décideurs politiques. • Aider les gouvernements à concevoir des instruments politiques prévisibles qui réduisent l'incertitude pour les investisseurs privés.
6. Prioriser les leviers de transformation concrets	Axer la recherche politique sur les interventions ayant le plus fort impact systémique : optimisation des dépenses publiques , intégration des marchés, santé des sols, commerce, infrastructures et agriculture climato-intelligente.	• Réaliser des analyses des dépenses publiques à l'aide de PolOpT afin d' optimiser les budgets agricoles. • Étudier les obstacles non tarifaires, les corridors commerciaux et les goulets d'étranglement dans la mise en œuvre de la ZLECAf . • Élaborer des dossiers d'investissement pour la santé des sols, l'irrigation, la logistique et l'agriculture numérique. • Identifier les opportunités de réforme à fort impact grâce à des études de synthèse transnationales.

Le tableau 9 souligne la nécessité pour l'ANAPRI de dépasser la recherche traditionnelle et d'adopter une approche plus intégrée combinant analyse de données, renforcement des capacités et participation à l'élaboration des politiques. Il est essentiel d'intégrer la pensée systémique à la planification nationale, de généraliser l'utilisation d'outils éprouvés comme le PPVC, de formaliser les partenariats pour combler les lacunes en matière de données et de fournir aux décideurs des informations pratiques et factuelles. Ensemble, ces actions permettent à ANAPRI d'éclairer les décideurs et le secteur privé sur les réformes politiques pertinentes et pérennes à travers l'Afrique.

6. Les partenariats comme catalyseurs du programme de politique et de recherche agricoles de l'Afrique

6.1. Contexte de la session

Cette session a porté sur le rôle stratégique des partenariats et des coalitions dans la transformation des systèmes alimentaires africains, dans un contexte de resserrement du financement du développement et de demande croissante de données probantes de haute qualité, ancrées dans les réalités locales, pour l'élaboration de politiques publiques. Alors que les financements des donateurs pour la recherche d'intérêt public sont de plus en plus limités et orientés vers la réponse aux crises et le financement climatique, les institutions africaines de recherche en politiques publiques sont soumises à une pression croissante pour dépasser les études isolées et privilégier des modèles de collaboration co-créés et axés sur la mise en œuvre, qui articulent recherche, politiques et investissements.

La session a positionné ANAPRI comme une plateforme de coordination continentale capable de fédérer les groupes de réflexion nationaux avec les partenaires régionaux et mondiaux afin de garantir que les priorités africaines demeurent au cœur de la conception et de la mise en œuvre des interventions relatives aux systèmes alimentaires. L'accent a été mis sur la nécessité de passer d'engagements fragmentés à des plateformes de mise en œuvre conjointes, à des coalitions renforcées et à des partenariats public-privé structurés, capables de traduire les données probantes en politiques et investissements concrets et réalisables à grande échelle. La session a également servi d'espace de concertation prospective, définissant les priorités de collaboration pour 2026 et au-delà et formalisant les engagements par la signature de lettres de coopération.

6.2. Objectifs de la session

- Positionner ANAPRI et ses partenaires autour d'un programme de collaboration clair et tourné vers l'avenir pour 2026-2028.
- Mettre en lumière les partenariats existants et émergents qui serviront de pilier aux initiatives coordonnées de transformation des systèmes alimentaires à travers l'Afrique.
- Affirmer le rôle d'ANAPRI en tant que plateforme de rassemblement, de coordination et de mise en œuvre reliant les acteurs de la recherche, des politiques et de l'investissement ; et
- Formaliser les principes de collaboration et les domaines prioritaires par la signature de lettres de coopération, renforçant ainsi les engagements communs en faveur d'une action fondée sur des données probantes.

6.3. Principaux contributeurs et participants

Cette session a réuni des représentants de haut niveau d'organisations continentales, régionales et mondiales de premier plan , œuvrant dans les domaines de la recherche politique, du financement du développement, de l'assistance technique et de l'engagement du secteur privé.

- **Co-animateurs:** Dr Zena Mpenda (ANAPRI) et Dr Antoni Chapoto (ANAPRI)
- **Présentations des partenaires et contributeurs :**
    - Jonathan Said, AGRA,
    - Dr Cheickh (IFDC),
    - Mme Akinyi Linda Koi, Fondation pour une agriculture durable – Afrique (SAF-A),
    - Marco Sánchez (FAO),
    - Dr. Sergiy Zorya, World Bank,
    - Dr Debisi Araba, Akademiya 2063,
    - Dr Innocent Okuku, Association africaine pour le développement de l'industrie des engrais (AFIDA),

- **Réflexions finales:** le Dr Antoni Chapoto (ANAPRI) a souligné l'importance stratégique des partenariats, de la création de coalitions et de l'engagement du secteur privé pour amplifier l'impact et maintenir la pertinence.
- **Rapporteurs :** Lusungu Matemanga (ANAPRI) et Othalia Moukilou (ANAPRI)

6.4. Résultats de la session

Les partenariats stratégiques sont au cœur de la mission d'ANAPRI, qui vise à renforcer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et à impulser la transformation agricole en Afrique. Aucune institution ne peut, à elle seule, relever les défis complexes du système alimentaire du continent ; la collaboration est donc essentielle pour produire des données probantes de haute qualité, harmoniser les efforts politiques et généraliser les innovations. En travaillant en étroite collaboration avec des organisations mondiales, régionales et nationales, ANAPRI renforce ses capacités d'analyse, accroît son influence politique et accélère la mise en œuvre des résultats de la recherche. **Le tableau 10** présente plusieurs partenariats qui permettent à ANAPRI de faire le lien entre la recherche et la mise en œuvre, de mobiliser des ressources et d'apporter un soutien coordonné aux gouvernements dans leurs efforts pour bâtir des systèmes agroalimentaires résilients, inclusifs et durables.

Tableau 10: Partenaires institutionnels et domaines stratégiques de collaboration de l'ANAPRI

Partenaire	Domaines d'intervention	Domaines stratégiques de collaboration avec ANAPRI
Banque mondiale	Institution de développement mondial soutenant les réformes politiques, le financement agricole, la santé des sols et les systèmes de données sur les incitations agricoles.	• Travail conjoint sur la collecte de données et les e-séminaires du programme AgIncentives . • L'ANAPRI en tant que partenaire officiel de connaissances. • Collaboration sur le soutien à la santé des sols et le programme « Les agriculteurs connaissent leur sol » dans six pays.
FAO	Agence des Nations Unies axée sur la pensée systémique, la sécurité alimentaire, la prospective, la modélisation des politiques et le suivi.	• Intégrer et opérationnaliser les outils de pensée systémique et de prospective. • Validation conjointe des outils de modélisation ; consultations d'experts. • Appuyer le suivi des politiques, la modélisation et le calibrage des outils de la FAO à l'aide des données nationales d'ANAPRI. • Améliorer la prise en compte des données probantes par les décideurs politiques.
AGRA	Une approche continentale axée sur le soutien à une transformation agricole inclusive, aux systèmes de marché et à l'harmonisation des politiques.	• Travaux d'analyse conjoints (par exemple, PPVC). • Analyse régionale des chaînes de valeur et du commerce alignée sur la ZLECAf . • Soutenir la domestication de l'AFSH-AP. • Collaboration sur la jeunesse, le genre et l'inclusion. • Prochain protocole d'accord (2026).
IFDC	Institut des engrais et de la santé des sols axé sur les marchés des intrants, la fertilité des sols et les réformes politiques.	• Collaboration sur la santé des sols et le développement du marché des intrants. • Soutenir la domestication de l'AFSH-AP. • Déploiement conjoint du programme « Agriculteurs connaissent leur sol » (par exemple, au Sénégal). • Harmonisation des normes de qualité des engrais et plaidoyer.
AFIDA	La principale association continentale de l'industrie des engrais, qui soutient la réforme des politiques, les normes de	• Recherche sur les subventions aux engrais et les réformes du marché. • Harmonisation des normes et des systèmes d'enregistrement des engrais .

Partenaire	Domaines d'intervention	Domaines stratégiques de collaboration avec ANAPRI
	qualité et le développement du marché.	• Soutenez les campagnes d'information publique et le programme « Connaissez votre sol » des agriculteurs. • Plaidoyer pour une utilisation durable des engrais .
SAF-A	Promouvoir une agriculture climato-intelligente, l'inclusion des agriculteurs et une adaptation fondée sur les données.	• Extension de l'Atlas de l'adaptation en Afrique (validation des données, nouveaux carnets de notes, bases de données nationales). • Collaboration sur les technologies de santé des sols. • Co-développer des programmes de formation et des dialogues nationaux. • Mobilisation conjointe des ressources et élaboration de propositions.
AKADEMIYA2063	Institution de recherche panafricaine axée sur l'analyse, la prospective et le soutien politique à l'Agenda 2063.	• Recherche conjointe, analyse et production de données probantes régionales. • Coordination des dialogues politiques continentaux et efforts d'harmonisation . • Soutien mutuel pour renforcer l'écosystème des données probantes en Afrique.

L'ANAPRI entend tirer parti de ces partenariats pour renforcer son impact politique et étendre sa portée aux niveaux national, régional et continental. En s'associant à des organisations aux atouts complémentaires, outils analytiques mondiaux de la FAO, levier financier et politique de la Banque mondiale, réseaux de mise en œuvre d'AGRA et de SAF-A, expertise en santé des sols d'IFDC et d'AFIDA, et leadership en matière de prospective continentale d'AKADEMIYA2063. L'ANAPRI peut impulser des réformes plus cohérentes, adaptables à grande échelle et fondées sur des données probantes. Ces collaborations renforceront également la capacité d'ANAPRI à soutenir l'intégration du PDDAA 3.0, à consolider les écosystèmes de données, à développer l'analyse de l'adaptation au changement climatique et à combler le fossé entre la recherche et la mise en œuvre des politiques. En définitive, ces partenariats positionnent l'ANAPRI comme une plateforme fédératrice pour des solutions menées par l'Afrique, favorisant une transformation à la fois ancrée localement et coordonnée à l'échelle continentale. Pour concrétiser cette ambition, des protocoles d'accord ont été signés entre l'ANAPRI et AKADEMIYA 2063, AFIDA et SAF-A.

De gauche à droite : Mme Akinyi Linda Koi (Directrice Exécutive de SAF-A) et le Dr Antoni Chapoto (Directeur Exécutif de l'ANAPRI), lors de la signature du protocole d'accord entre l'ANAPRI et SAF-A.

De gauche à droite : Dr Debisi Araba (Directeur Général, d'AKADEMIYA2063) et Dr Antoni Chapoto (Directeur Exécutif, ANAPRI), lors de la signature du protocole d'accord entre l'ANAPRI et AKADEMIYA2063.

De gauche à droite : le Dr Innocent Okuku (Directeur Exécutif d'AFIDA) et le Dr Antoni Chapoto (Directeur Exécutif de l'ANAPRI), lors de la signature du protocole d'accord entre l'ANAPRI et AFIDA.

De gauche à droite : Dr Antoni Chapoto (Directeur Exécutif de l'ANAPRI), Dr Ndeyè Fatou (ISRA-BAME), M. Salomo Mbai (IAPRI-NUST), présentant le protocole d'accord signé au conseil d'administration de l'ANAPRI

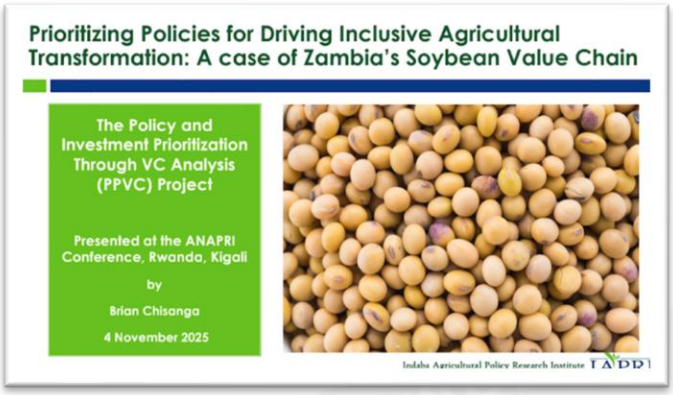
ANNEXE 1: Programme de la conférence

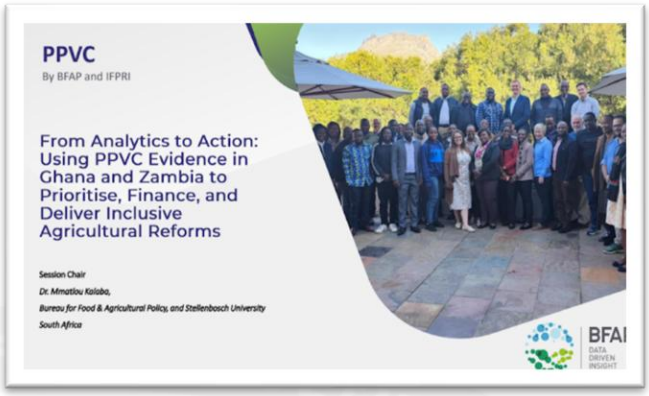
Téléchargez le programme de la conférence ici.

ANNEXE 2 : La conférence en images

Pour voir plus de photos de la conférence, cliquez ici

ANNEXE 3 : Ressources de la conférence





Pour consulter les présentations faites lors de la conférence, cliquez ici